



ANALYSES

L'industrie manufacturière en 2014

Directeur de la publication : Pascal Faure, DGE, directeur général

Rédacteur en chef : François Magnien, DGE, SCIDE, sous-directeur de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques

Secrétaires de rédaction : Nicole Merle-Lamoot, Martine Automme, DGE, SCIDE, sous-direction de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques

Création graphique / Maquette : Hélène Allias-Denis, Brigitte Baroin, Nathalie Palous, DGE, SCIDE, sous-direction de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques

Contributeurs : Raymond Heitzmann, Stéphane Capet, Julien Fraichard, Vincent Lapègue, Thibault Cruzet, Annaïck Rolland, Alice Tchang, Nathalie Devillard, Amel El-Guendouz, Marie-Cécile Mizack, Damien Euzenat, DGE, SCIDE, sous-direction de la Prospective, des Études et de l'Évaluation Économiques

ISBN : 978-2-11-13 9222-9

Dépôt légal : 2015

DGE - 67, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine

www.entreprises.gouv.fr

L'industrie manufacturière en 2014

Sommaire

Synthèse	7
Chapitre 1 : Production industrielle	13
Chapitre 2 : Échanges extérieurs et compétitivité-prix	21
Chapitre 3 : Emploi, coûts salariaux et investissement	33

L'activité industrielle en France s'est stabilisée en 2014 et l'investissement est reparti dans le contexte de baisse des prix du pétrole et de dépréciation de l'euro

En 2014, dans le contexte très favorable de la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro, la production manufacturière s'est stabilisée en France et a modestement progressé en Europe. Le déficit manufacturier français s'est également stabilisé (- 34,7 milliards d'euros), les exportations se redressant au second semestre. La baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro se sont diffusées aux prix des consommations intermédiaires des entreprises et aux prix de production. Ces derniers ont mieux résisté sur les marchés extérieurs et ont même augmenté hors de la zone euro. Avec la montée en charge du CICE, le coût unitaire de main-d'œuvre a favorablement évolué dans l'industrie manufacturière, contribuant au redressement du taux de marge au second semestre. L'investissement est reparti dans l'industrie manufacturière (+ 1,6 % en 2014) mais l'emploi a continué de diminuer (- 1,1 %) alors qu'il s'est redressé en Europe. Toutefois, l'emploi intérimaire a rebondi, de 4,5 %, signe supplémentaire, avec l'évolution favorable des taux de marge et de l'investissement, d'une reprise en 2015.

En 2014, l'industrie manufacturière a bénéficié d'un contexte très favorable

Tout d'abord, le taux de change de l'euro s'est fortement déprécié à partir du mois de mars, face au dollar (-10,8 % fin décembre), au yuan (-10,5 %) et à la livre sterling (- 5,2 %). Cette dépréciation s'est accentuée au cours du premier trimestre 2015, atteignant 21,6 % par rapport au dollar en mars (*graphique 1*). Cette dépréciation résulte largement du différentiel de croissance entre les économies de la zone

euro et des États-Unis. Les anticipations des investisseurs d'une hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique, dans un contexte de forte croissance américaine, ont initié le mouvement, accentué ensuite par les mesures de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) destinées à lutter contre la faiblesse de l'inflation dans la zone euro en relançant le crédit et l'activité. Ensuite, les prix du pétrole se sont effondrés à partir du mois de juin, mouvement qui s'est amplifié au cours des trois derniers mois de l'année 2014 : le prix du baril de

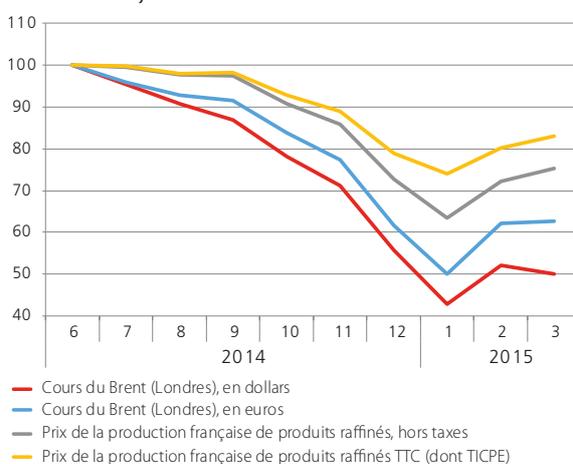
Graphique 1 : Évolution du taux de change de l'euro par rapport au dollar



Source : Insee.

Graphique 2 : Évolution du prix du baril de pétrole et des produits raffinés en France

Indices base 100 en juin 2014



Source : Insee.

Brent s'est replié de près de 45 % entre juin et décembre (graphique 2), passant de 111,8 à 62,3 dollars par baril puis à 56 dollars en mars 2015. Cette baisse des prix du pétrole résulte d'un déséquilibre entre une demande atone et une offre abondante. La demande pâtit du ralentissement des économies émergentes, notamment de la Chine. L'offre est marquée par un changement de stratégie des pays producteurs de l'OPEP (l'Arabie Saoudite en tête), qui laissent chuter les prix pour récupérer des parts de marché aux concurrents exploitant du pétrole non conventionnel, de schiste, des sables bitumineux ou de *l'offshore*. La baisse renforce les pressions désinflationnistes à l'œuvre dans l'économie mondiale, notamment dans les pays développés et dans la zone euro en particulier. Enfin, la mise en œuvre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) dû au titre de l'année 2013 a commencé à jouer sur les charges et la trésorerie des entreprises à partir de 2014, et même 2013 pour les entreprises ayant recouru au préfinancement.

En 2014, la production manufacturière a stagné en France et modestement progressé en Europe

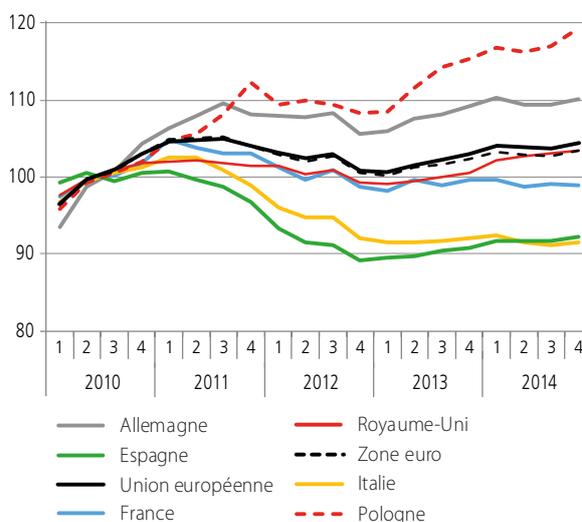
En France, la production de l'industrie manufacturière s'est stabilisée en 2014 en moyenne annuelle, après deux années de baisse (- 1,1 % en 2013 et - 3,4 % en 2012). En revanche, dans l'Union européenne, elle a progressé, certes de façon modérée (+ 2,2 % en 2014 après - 0,5 % en 2013), soutenue par la production allemande (+ 1,9 %), espagnole (+ 1,9 %), britannique (+ 3,1 %) et dans les pays d'Europe centrale (graphique 3).

Une lecture en « glissement annuel »¹ atténue le constat en « moyenne annuelle ». Le glissement fin 2014 s'établit en effet à - 0,7 % pour la France après + 0,9 % fin 2013 : la production manufacturière y demeure, depuis deux ans, 5 % en dessous du niveau atteint début 2011, après le rebond de 2010. De même, la production manufacturière européenne a faiblement progressé au cours de l'année 2014 : le glissement annuel en fin d'année (+1,5 %) est plus limité que la moyenne annuelle et que le glissement fin 2013 (+ 2,1 %). Cette évolution modérée de l'activité manufacturière européenne traduit les difficultés de ses trois « locomotives » traditionnelles : allemande, dont la production manufacturière est restée à peu près stable tout au long de l'année 2014, au niveau atteint au premier trimestre, française et, plus encore, italienne.

Les plus fortes progressions de la production manufacturière française en 2014 concernent l'industrie automobile (+ 4,0 %), après deux années de fort recul (- 6,0 % en 2013), l'industrie chimique (+ 3,5 %) et la fabrication de machines et équipements (+ 3,2 %). Par contre, l'industrie pharmaceutique est repartie à la baisse (- 3,8 % après + 0,6 %) ainsi que l'industrie des produits

Graphique 3 : Évolution de la production de l'industrie manufacturière dans l'Union européenne

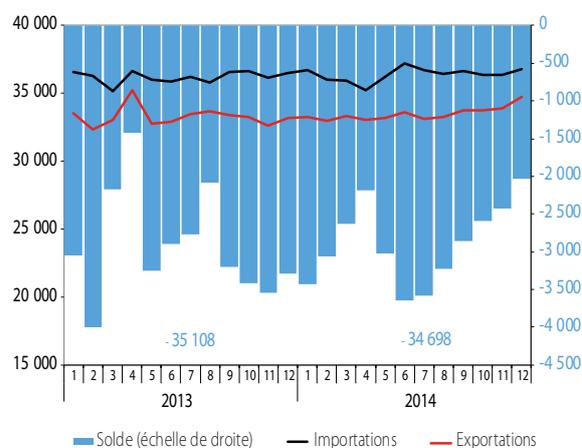
Indices en base 100 en 2010, CVS-CJO



Source : Eurostat, indice de la production industrielle (IPI).

Graphique 4 : Exportations, importations et solde manufacturier français en 2013 et 2014

Exportations FAB et importations CAF en valeur, millions d'euros, CVS-CJO



Source : Douanes.

informatiques et électroniques (- 3,7 % après + 6,7 %). Enfin, la fabrication d'autres matériels de transport a fortement ralenti (+ 0,7 % après + 10,3 %), principalement à cause du très net ralentissement de la construction aéronautique et spatiale (+ 0,2 % après + 14,4 % en 2013). Au premier trimestre 2015, dans le contexte de faibles prix du pétrole et d'une dépréciation accentuée de l'euro, la production manufacturière française a rebondi (+ 0,9 %), portée par la cokéfaction-raffinage (+ 7,6 %), l'industrie automobile (+ 4,6 %), la construction aéronautique (+ 4,7 %) et la pharmacie (+ 3,1 %).

¹ Évolution entre la fin (dernier trimestre) 2013 et la fin 2014.

Le déficit des échanges de produits manufacturés français s'est stabilisé, les exportations se redressant au second semestre

En 2014, le déficit manufacturier (- 34,7 milliards d'euros) s'est stabilisé par rapport à 2013, se contractant de 410 millions d'euros. Cette stabilisation fait suite à l'amélioration de 2 milliards d'euros du solde manufacturier en 2013.

Sur l'ensemble de l'année 2014, les exportations de produits manufacturés ont progressé (+ 0,6 %), un peu plus que les importations (+ 0,5 %). Elles ont été tirées par le redémarrage des exportations d'automobiles (+ 2,3 % après un recul de 4,1 % en 2013) et de machines et équipements (+ 2,9 % après - 4,1 %) et la hausse des exportations dans l'aéronautique (+ 3,2 % après une stagnation en 2013). En revanche, les exportations agroalimentaires (- 1,1 %), avec l'embargo de la Russie, et pharmaceutiques (- 4,6 %) ont reculé.

À partir du second semestre, le déficit s'est réduit de mois en mois sous l'effet d'une progression significative des exportations (+ 5,0 % entre juillet et décembre) alors que les importations restaient stables (*graphique 4*). Au cours de cette période, les livraisons dans l'industrie aéronautique ont bondi de près de 30 %, les ventes de produits de la chimie ont nettement progressé et celle de l'industrie pharmaceutique ont repris à partir de l'été après s'être repliées au cours de l'année 2013.

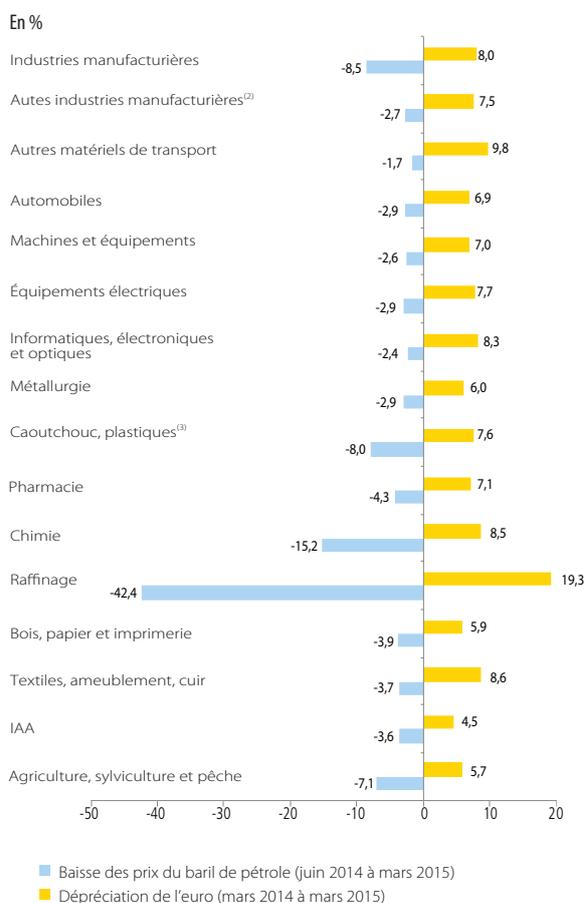
Toutefois, il serait hasardeux d'attribuer cette accélération à la dépréciation de l'euro. En effet, les livraisons d'Airbus renvoient à des commandes bien antérieures, compte tenu des délais longs de fabrication dans ce domaine. L'impact de la baisse de la monnaie européenne ne se fera vraisemblablement sentir qu'au cours de l'année 2015. Il faut en effet un certain délai pour que les exportateurs français mettent en place les capacités de production pour répondre à cette hausse de la demande étrangère (nouvelles machines, embauches...) et pour que les acheteurs étrangers trouvent les bons fournisseurs français et signent de nouveaux contrats.

De fait, les parts de marché à l'exportation de l'industrie manufacturière française se sont à nouveau légèrement érodées en 2014 : en valeur, le poids de l'industrie manufacturière française dans les exportations de la zone euro s'est établi à 12,1 % après 12,3 % en 2013 et 13,0 % en 2010.

La baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro se sont diffusées aux prix de production via les consommations intermédiaires

En revanche, la dépréciation de l'euro et la baisse des prix du pétrole ont eu dès 2014 des effets sur le coût des « consommations intermédiaires » des branches de l'économie :

Graphique 5 : Impact potentiel de la baisse des prix du pétrole et du cours de l'euro sur les prix¹ des consommations intermédiaires



¹ hors taxes (prix de base).

² réparation et installation de machines et d'équipements.

³ et autres produits minéraux non métalliques.

Lecture : dans l'hypothèse où les producteurs répercuteraient intégralement la variation du coût de leurs consommations intermédiaires (CI) sur leurs prix de vente, la baisse du prix du baril depuis juin 2014 conduirait à une réduction des 4,3 % en valeur des CI de l'industrie pharmaceutique et la dépréciation de l'euro depuis mars 2014 à une hausse de 7,1 %.

Source : Insee, calculs DGE.

- une baisse pour les consommations intermédiaires dont le prix dépend de celui du pétrole ;

- une hausse pour celles dont une partie est importée de pays situés hors de la zone euro.

Les entreprises ont pu ajuster leurs marges en conséquence ou répercuter sur leurs prix de production ces variations de coût de leurs consommations intermédiaires. Dans un effet de « second tour », ces répercussions se sont diffusées, totalement ou partiellement, à l'ensemble des branches de l'économie. L'impact *potentiel* de la baisse des prix des produits pétroliers et de la dépréciation de l'euro correspond au cas *limite* dans lequel chacune des branches aurait intégralement répercuté dans ses prix de production la variation subie des coûts des consommations intermédiaires.

L'effet potentiel de la baisse des prix des produits pétroliers sur les prix des produits manufacturés pour la

période de juin 2014 à mars 2015 est un recul de 8,5 % des prix des consommations intermédiaires (*graphique 5*, couleur bleue) et de 6,1 % de ses prix de production (*cf. chapitre 2, graphique 5*). Outre le raffinage, le repli potentiel est particulièrement important dans la chimie (- 15,2 % pour les intrants), qui consomme une part importante de matières premières issues des produits raffinés (essentiellement du naphta), pour les services de transport (- 10,6 %), le caoutchouc plastique (- 8,0 %) et l'agriculture (- 7,1 %), du fait de l'usage des engrais. Potentiellement, la baisse de l'euro pourrait avoir induit une hausse de 8,0 % des prix des consommations intermédiaires de l'industrie manufacturière (*graphique 5*, couleur jaune) et de 5,8 % de ses prix de production. Le raffinage, qui achète ses intrants - essentiellement du pétrole brut - en dollar, serait particulièrement impacté, ainsi que la chimie. La construction aéronautique, navale et ferroviaire (+ 9,8 %), le textile-habillement (+ 8,6 %) et la fabrication de matériels informatiques (8,3 %) seraient également très impactés, sans que cela ne transite par le raffinage.

Globalement, l'impact potentiel combiné de la baisse des prix du pétrole et de l'euro serait quasi nul (- 0,3 %). Les prix de production observés sur la période juin 2014-mars 2015 ont enregistré un repli marqué pour l'ensemble de l'industrie manufacturière de - 2,4 %. Toutefois, sur les marchés extérieurs, les prix de production sont restés quasi stables (+ 0,1 %). Cette meilleure résistance s'explique par des hausses de prix sur les marchés situés hors de la zone euro, en dépit d'un repli temporaire en fin d'année 2014 lié au plongeon du prix du pétrole (*graphique 6*). Des producteurs nationaux peuvent avoir été tentés par une « prise de bénéfice » immédiate de la dépréciation de la monnaie européenne en augmentant leurs prix en euros pour les clients des pays situés hors zone tout en leur préservant une baisse substantielle en monnaie locale.

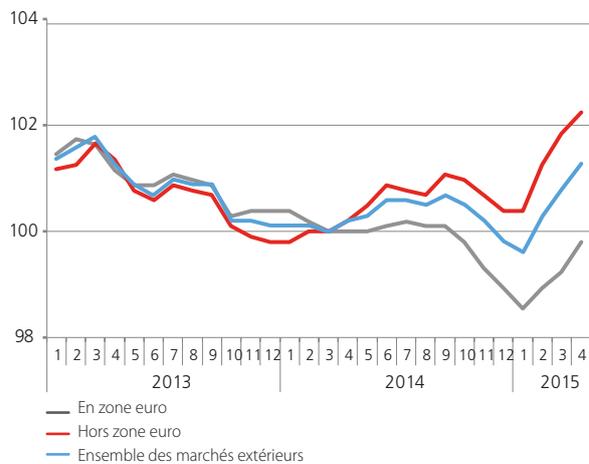
Avec la montée en charge du CICE, le coût unitaire de main-d'œuvre a favorablement évolué ...

Après une hausse modérée en 2013 (+ 0,5 %), le coût horaire de la main-d'œuvre en France a été plus dynamique en 2014 (+ 1,1 %).

Toutefois, en moyenne sur les deux dernières années, le coût horaire a augmenté de 0,8 % l'an contre + 2,4 % entre 2008 et 2012. Cette modération depuis 2013 tient à la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Graphique 6 : Évolution des prix des produits manufacturés pour les marchés extérieurs

Indices base 100 en mars 2014

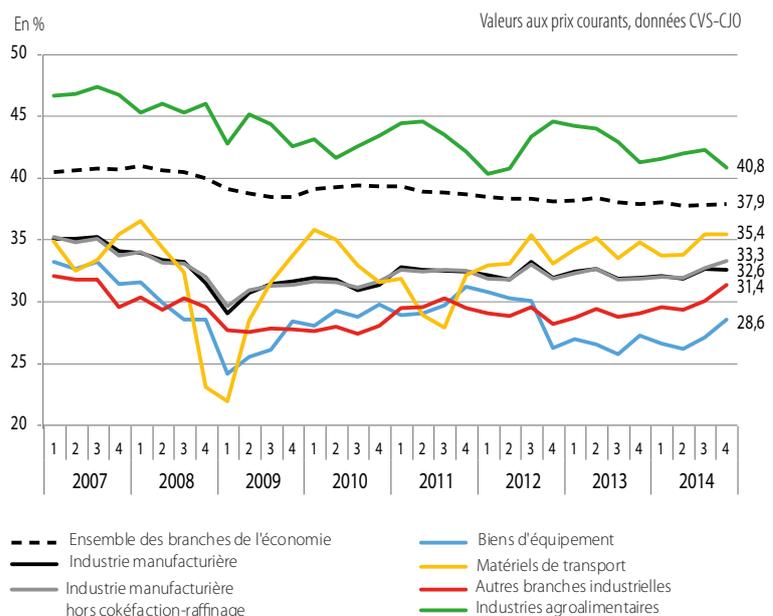


Source : Eurostat.

En niveau, un salarié de l'industrie française coûtait, en 2014, aussi cher qu'un salarié de l'industrie allemande (37 euros de l'heure) alors qu'en 2012, il coûtait 1,2 euro de plus. Cette évolution favorable ne doit toutefois pas occulter le fait que le coût d'un salarié de l'industrie française demeure l'un des plus élevés d'Europe.

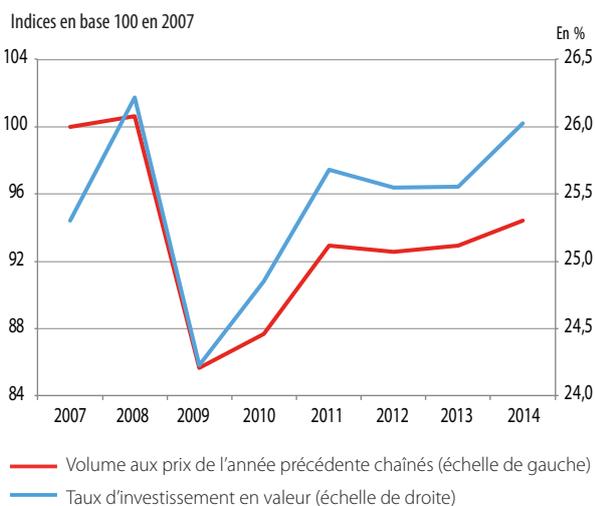
Le *coût salarial unitaire* (coût horaire de la main-d'œuvre corrigé de l'efficacité du travail) s'est replié sur les deux dernières années (- 0,7 % par an sur la période 2012-2014) dans l'industrie française, du fait d'une modération plus forte des rémunérations horaires que des gains de productivité.

Graphique 7 : Évolution des taux de marge dans l'industrie manufacturière



Source : Insee, comptes nationaux trimestriels.

Graphique 8 : Investissement dans l'industrie manufacturière



Note : l'investissement des entreprises de l'industrie manufacturière, issu des comptes de patrimoine non financiers, correspond aux acquisitions d'actifs fixes en bâtiments, machines et équipements et droit de propriété intellectuelle (services de R&D, logiciels et base de données).

Source : Insee, comptes nationaux annuels et comptes de patrimoine non financiers, calculs DGE.

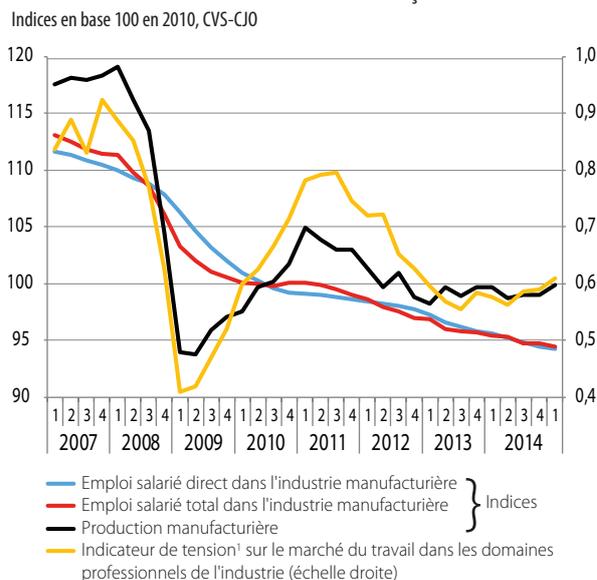
L'industrie espagnole affiche une évolution comparable. En revanche, le coût unitaire de la main-d'œuvre a accéléré en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni, en raison d'un repli ou d'une faible progression de la productivité.

... contribuant au redressement du taux de marge dans l'industrie manufacturière

Selon les comptes nationaux, le taux de marge dans l'industrie manufacturière s'est redressé au second semestre 2014, à 32,6 % après 32,0 % au premier semestre (graphique 7). Hors industrie agroalimentaire (IAA) et cokéfaction-raffinage (dont le taux de marge est structurellement erratique), l'amélioration fin 2014 du taux de marge de l'industrie manufacturière est de près de 2 points par rapport au dernier trimestre 2013. Surtout, à 31,4 % fin 2014, ce taux se rapproche de son niveau d'avant-crise, de l'ordre de 32 à 33 %.

En moyenne annuelle, le taux de marge dans l'industrie manufacturière (hors cokéfaction-raffinage) a plus modérément progressé, de 0,3 point, en 2014. Cette amélioration résulte de plusieurs facteurs, en premier lieu la montée en charge du CICE, qui contribue à hauteur de 0,8 point au redressement du taux de marge. L'effet du CICE a cependant été réduit de 0,5 point par la hausse des salaires réels par tête (y compris charges), plus forte que les gains de productivité. Les hausses de prix à l'exportation imputables à la dépréciation de l'euro (graphique 6), ont sans doute amélioré le taux de marge comme le laisse penser l'impact positif (0,2 point) des « termes de l'échange » (rapport des prix de la valeur ajoutée et de la consommation).

Graphique 9 : Emploi, production et tension sur le marché du travail dans l'industrie manufacturière française



¹ offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur les entrée à Pôle emploi.

Sources : Insee, Dares et Pôle emploi.

L'investissement est reparti dans l'industrie manufacturière en 2014

Dans ce contexte, en France, après deux années de quasi-stabilité (- 0,4 % en 2012 et + 0,4 % en 2013), l'investissement dans l'industrie manufacturière est reparti (+ 1,6 % - graphique 8). Cette progression concerne l'ensemble des branches, notamment les industries agroalimentaires (+ 2,8 %), dont le taux de marge s'est pourtant réduit, la chimie (+ 2,6 %) et le caoutchouc et le plastique (+ 2,0 %).

Un ensemble de facteurs favorables à la reprise de l'investissement est réuni : outre le redressement du taux de marge au second semestre 2014, la situation financière des entreprises industrielles s'améliorerait avec l'instauration du Pacte de responsabilité et de solidarité en 2015. Par ailleurs, la mesure de « suramortissement » de 40 % de la valeur des investissements à partir du 15 avril 2015 aurait un effet favorable sur l'activité. Enfin, la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro ne semblent pas devoir s'inverser à court terme.

L'emploi manufacturier diminue toujours en France alors qu'il se redresse en Europe

En 2014, l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière s'est de nouveau replié, avec 33 000 postes de moins (- 1,1 %) sur l'ensemble de l'année. L'emploi direct est particulièrement touché : il perd 42 000 postes (- 1,5 %).

Cependant, l'emploi intérimaire s'est redressé de 4,5 % (+ 9 000 salariés) après deux années de repli. La plupart des secteurs de l'industrie manufacturière perdent des emplois directs. Le plus concerné est l'industrie automobile, qui perd 11 000 postes, soit un recul de 5,1 %. L'évolution de l'emploi dans l'industrie manufacturière, en diminution très régulière, reste peu sensible aux fluctuations de la production. Ces fluctuations se traduisent donc par d'amples variations des tensions sur

le marché du travail, comme l'illustre le *graphique 9*.

À la différence de la France, dans les autres grandes économies européennes l'emploi salarié de l'industrie manufacturière est plus réactif à l'activité. Il s'y est donc redressé en 2014, notamment en Allemagne (+ 34 000 emplois), au Royaume-Uni (+ 6 000 emplois) et en Espagne (+ 13 000 emplois). En Italie, l'industrie manufacturière a quasiment cessé de détruire des emplois (- 8 000 postes contre - 113 000 en 2013).

Production industrielle

En 2014, la production de l'industrie manufacturière française s'est stabilisée après les reculs de 1,1 % en 2013 et - 3,4 % en 2012. Les plus fortes progressions concernent l'industrie automobile (+ 4,0 %), après deux années de baisse marquée, l'industrie chimique (+ 3,5 %) et la fabrication de machines et équipements (+ 3,4 %). Le taux d'utilisation des capacités de production a progressé, atteignant 81 % en moyenne, mais reste nettement en dessous de son niveau d'avant crise. Plus inquiétant, l'industrie manufacturière de haute technologie a reculé de 2,4 % en 2014.

Globalement, la production manufacturière de l'Union européenne est repartie en 2014 (+ 2,2 %) après deux années de recul. Elle a été tirée par la production allemande (+ 1,9 %), britannique (+ 3,1 %) et espagnole (+ 1,9 %). Aux États-Unis, la production manufacturière a accéléré (+ 3,5 %) alors qu'elle a été à la peine en Asie, qu'il s'agisse, à des degrés divers, du Japon (+ 2,1 %), de la Corée du Sud (+ 0,5 %) et de la Chine (+ 8,3 %).

En France, dans le contexte créé par la baisse des prix des produits pétroliers et la dépréciation de l'euro, la production manufacturière a rebondi de + 0,9 % au premier trimestre 2015.

En 2014, la production de l'industrie manufacturière française est restée stable

En France, en moyenne annuelle, la production manufacturière s'est stabilisée en 2014 (0,0 %), après deux années de baisse : - 1,1 % en 2013 et - 3,4 % en 2012 (tableau 1).

En rythme infra-annuel, la production manufacturière est également restée globalement stable, hormis un recul marqué au deuxième trimestre (- 0,9 %) : 0,0 % au premier trimestre, + 0,3 % au troisième et - 0,1 % au quatrième (graphique 1). Cette atonie prolonge celle observée en 2013 : depuis deux ans, la production manufacturière fluctue autour d'un niveau inférieur de plus de 5 % à celui atteint début 2011, après le rebond de 2010.

Les biens d'investissement ont légèrement progressé alors que les biens intermédiaires ont stagné et les biens de consommation ont reculé

La stabilité de la production manufacturière recouvre des évolutions contrastées. En positif, la production des biens d'investissement est repartie (+ 1,0 % après - 0,5 %) grâce, notamment, à l'activité dans l'industrie automobile et la fabrication de machines et équipements. La production

des biens intermédiaires s'est stabilisée : - 0,2 % après - 1,5 % en 2013 et - 6,3 % en 2012 avec, notamment, une croissance solide de la production de l'industrie chimique. Si le recul de la production de biens de consommation non durables semble enrayé (- 0,3 % après - 1,4 %), la production des biens de consommation durables s'est fortement repliée (- 7,5 % après + 0,9 %).

La production de l'industrie automobile, de la chimie et de machines et équipements a été dynamique

Sur l'ensemble de l'année 2014, la production de l'industrie chimique a été dynamique (+ 3,5 %). La croissance est en accélération régulière depuis deux ans (graphique 2a), bénéficiant en outre de la baisse des prix des produits pétroliers depuis le second semestre 2014. L'industrie automobile s'est nettement redressée (+ 4,0 % après - 6,0 % en 2013), en particulier la construction de véhicules automobiles (+ 3,8 % après - 10,5 %) et la fabrication de carrosseries et remorques (+ 3,2 % après - 7,7 %). La fabrication des machines et équipements est également repartie (+ 3,4 % en 2014, après - 5,9 % en 2013).

La construction automobile, la fabrication de machines et équipements et la chimie ont bénéficié en 2014 de la reprise des exportations, dans le contexte de forte dépréciation

Tableau 1 : Évolution de la production manufacturière en France

Évolution en moyenne annuelle, en volume, CVS-CJO, en %

	2011/2010	2012/2011	2013/2012	2014/2013
Industrie manufacturière	3,9	-3,4	-1,1	0,0
Biens intermédiaires	5,0	-6,3	-1,5	-0,2
Biens d'investissement	3,7	-1,8	-0,5	1,0
Biens de consommation durables	4,7	-0,6	0,9	-7,5
Biens de consommation non durables	2,5	0,1	-1,4	-0,3
Industrie automobile	4,8	-11,6	-6,0	4,0

Source : Insee, indice de la production industrielle (IPI).

de l'euro à partir du printemps. Les ventes d'automobiles ont augmenté vers l'Espagne, sur fond d'amélioration de la consommation privée et de la prolongation de la mesure d'aide au secteur automobile (prime à la casse). Les exportations de machines ont elles aussi augmenté, vers le Royaume-Uni, où la croissance reste solide grâce à un investissement productif dynamique, ainsi que vers la Chine et l'Espagne. La production de l'industrie chimique a notamment été tirée par celle des produits agrochimiques exportés vers les États-Unis et le Brésil, la détente des prix pétroliers améliorant la compétitivité des produits français.

À un niveau plus fin d'activité, d'autres branches ont repris de l'élan, telle la construction navale (+ 4,7 % après -4,4 %), l'industrie du cuir et de la chaussure (+ 2,4 % après - 10,3 %) ainsi que la fabrication de boissons (+ 3,7 % après - 3,6 %).

Les autres branches ont stagné ou, le plus souvent, reculé

Après une année 2013 exceptionnelle (+ 14,3 %), la construction *aéronautique et spatiale* a fortement ralenti en 2014 (+ 0,2 %) mais l'activité est restée soutenue sur l'ensemble de l'année.

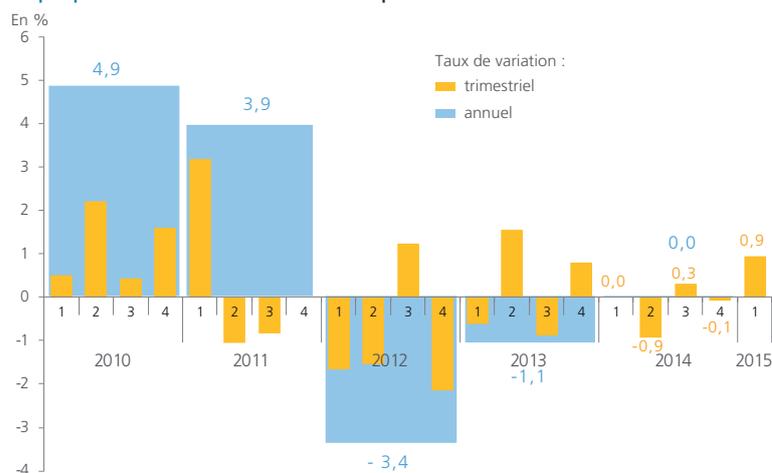
Si la production de *l'industrie pharmaceutique* recule globalement de 3,8 % en 2014 (après + 0,6 % 2013 et + 4,3 % en 2012), elle enregistre cependant un redressement spectaculaire au second semestre, avec une croissance de 4,1 % au quatrième trimestre, après le fort recul enregistré depuis la mi-2013. L'industrie pharmaceutique française est confrontée à la tombée de plusieurs brevets.

L'évolution de la production de *produits raffinés* est comparable à celle de la pharmacie : globalement, elle recule (- 2,3 %) mais progresse fortement au second semestre, portée par la baisse des prix des produits pétroliers.

La production de caoutchouc-plastique et de minéraux non métalliques a stagné, comme en 2013, après le fort recul de 2012 (*graphique 2b*). La transformation du caoutchouc-plastique ne semble pas avoir tiré parti en 2014 de la baisse des prix des produits chimiques, dans le contexte de repli des prix des produits pétroliers.

La production d'*équipements électriques* a fortement reculé en 2014 (- 5,4 %) alors qu'elle s'était stabilisée en 2013 (- 0,4 %) après le fort repli de 2012 (*graphique 2c*). Toutefois, fait encourageant, la production d'équipements électriques s'est améliorée tout au long de l'année 2014, rebondissant au dernier trimestre 2014 (+ 1,7 %). L'industrie des *produits informatiques et électroniques* est repassée dans le rouge (- 3,7 % en 2014 après + 6,7 % en 2013) et le second semestre, moins mauvais que le premier, n'a pas rattrapé l'année.

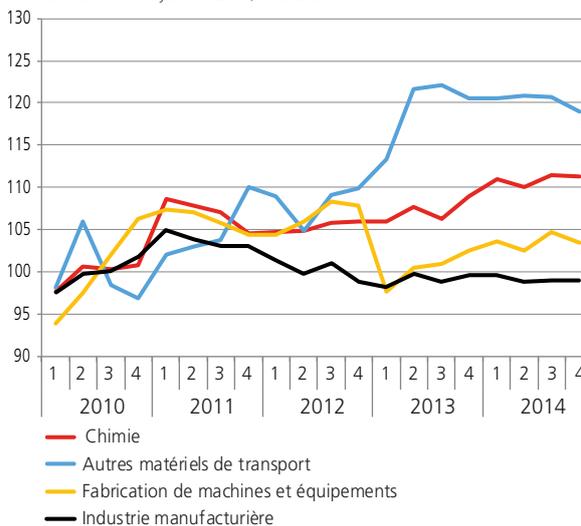
Graphique 1 : Évolution trimestrielle de la production manufacturière en France



Source : Insee, indice de la production industrielle (IPI).

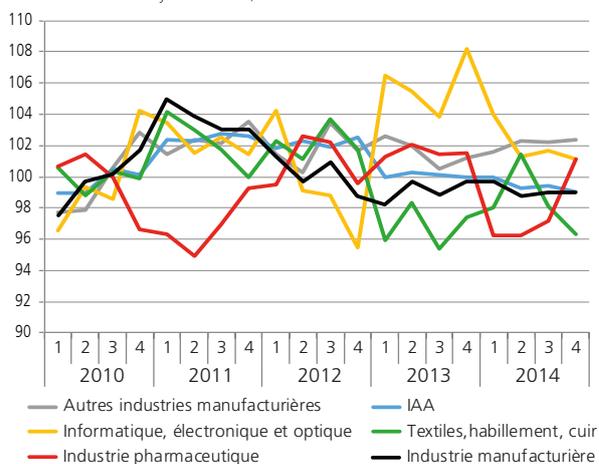
Graphique 2a : Branches industrielles en croissance

Indices base 100 en janvier 2010, CVS-CJO



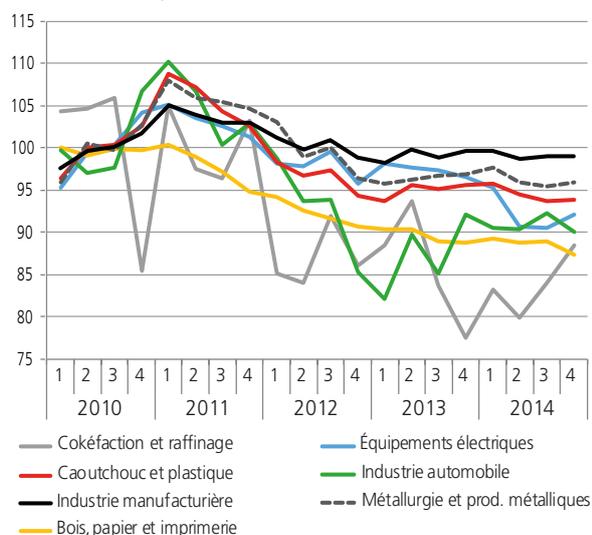
Graphique 2b : Branches industrielles en stagnation

Indices base 100 en janvier 2010, CVS-CJO



Graphique 2c : Branches industrielles en recul

Indices IPI base 100, janvier 2010, CVS-CJO



Source : Insee, Indices de la production industrielle (IPI).

Le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement progressé mais reste inférieur au niveau d'avant-crise

En 2014, la dégradation du taux d'utilisation des capacités de production (TUC) s'est arrêtée, après deux années baissières (+ 0,7 point après - 0,6 point en 2013 et - 1,5 point en 2012 – *graphique 3*). Toutefois, la progression du TUC en 2014 est principalement due au pic du troisième trimestre, le taux atteignant 82,1 % contre 80,5 % au premier semestre. L'utilisation des capacités de production a vivement progressé dans l'industrie *agroalimentaire* et la fabrication d'*autres produits industriels* au cours des trois premiers trimestres de l'année (+ 1,9 point et + 1,5 point respectivement), le taux d'utilisation des capacités de production dans les IAA retrouvant même pratiquement son niveau d'avant la crise (2007). Le TUC s'est également redressé au second semestre dans la production de *matériels de transport*.

En revanche, dans la fabrication d'*équipements électriques, informatiques et de machines*, l'appareil de production demeure peu sollicité.

L'utilisation de l'appareil de production dans l'industrie manufacturière reste donc modérée, ce qui contribue à la faiblesse de l'investissement.

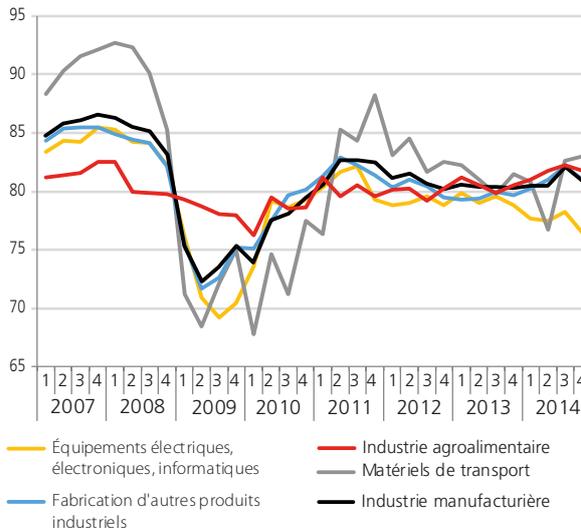
La production manufacturière est repartie dans l'Union européenne, a accéléré aux États-Unis mais a ralenti ou reculé en Asie

Après deux années de recul, l'industrie manufacturière européenne est repartie en 2014, tirée par les productions allemande, britannique et espagnole

L'industrie manufacturière européenne semble avoir retrouvé le chemin de la croissance en 2014 avec une

Graphique 3 : Taux d'utilisation des capacités de production (TUC)

En %, CVS-CJO



Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture.

progression, modérée, de 2,2 % (*tableau 2*) après la stagnation enregistrée en 2013 (- 0,5 %) et, surtout, le recul de 2012 (- 2,2 %). Tous les grands secteurs bénéficient de cette croissance : biens de consommation (+ 2,4 %), biens d'investissement (+ 2,0 %) et biens intermédiaires (+ 1,9 %). En 2014, la croissance de la production manufacturière a atteint 1,9 % en Allemagne et en Espagne et + 3,1 % au Royaume-Uni. Elle a cessé de reculer en France et en Italie (+ 0,0 % et + 0,1 % respectivement après - 1,1 % et - 2,9 %). En zone euro, la production est en hausse de 1,8 %.

En *Allemagne*, la production de l'industrie manufacturière a retrouvé la croissance (+ 1,9 %) après deux années de stagnation (+ 0,2 % en 2013 après - 0,5 % en 2012). Ce sont surtout les biens d'investissement, moteur traditionnel de l'activité industrielle allemande, qui ont tiré cette production (+ 2,3 %). L'industrie manufacturière allemande bénéficie d'une base solide : elle représente 22 % de la valeur ajoutée totale de l'économie et son excédent commercial a battu un nouveau record en 2014. Même si les coûts salariaux y augmentent davantage que par le passé, l'industrie manufacturière maintient son avantage compétitif et l'industrie allemande de haute technologie a crû de 3,4 % en 2014. Début 2014, la production de l'industrie manufacturière allemande avait retrouvé son niveau d'avant-crise (*graphique 4*). Toutefois, si en moyenne annuelle la production de l'industrie manufacturière a augmenté en 2014, elle est restée à peu près stable tout au long de l'année au niveau atteint au premier trimestre, après une croissance forte et régulière au cours de l'année 2013. En attestent les glissements annuels en fin d'année (+ 3,3 % fin 2013 puis seulement + 0,9 % fin 2014).

Au *Royaume-Uni*, la production de l'industrie manufacturière (+ 3,1 % en 2014) a, au contraire, progressé tout au long de l'année, portée par celle des biens intermédiaires (+ 5,1 %). Dans un contexte de politiques

Tableau 2 : Évolution de la production de l'industrie manufacturière en Europe

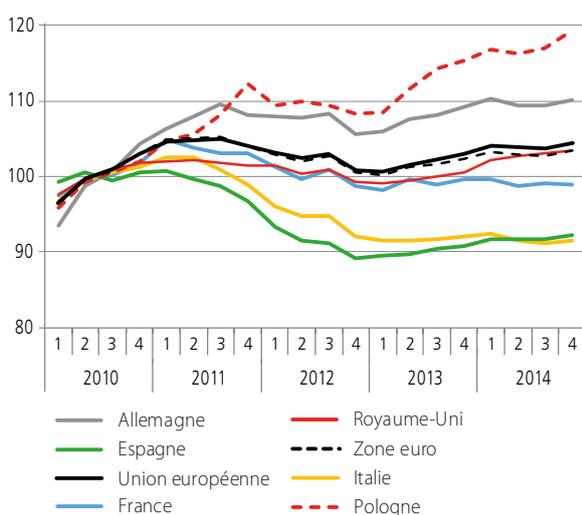
Évolution en moyenne annuelle, en volume, CVS-CJO, en %

	Union européenne	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
2011/2010						
Biens intermédiaires	4,2	7,5	-2,4	5,0	1,7	0,0
Biens d'investissement	8,3	12,8	0,7	3,7	5,3	6,6
Biens de consommation	0,9	2,3	-1,4	2,6	-1,6	-0,6
Industrie manufacturière	4,6	8,7	-1,1	3,9	1,7	1,8
2012/2011						
Biens intermédiaires	-3,6	-2,2	-9,1	-6,3	-9,1	-0,6
Biens d'investissement	-0,7	1,4	-11,0	-1,8	-5,9	1,4
Biens de consommation	-1,9	-1,9	-4,8	0,1	-4,5	-3,1
Industrie manufacturière	-2,2	-0,5	-7,7	-3,4	-6,7	-1,3
2013/2012						
Biens intermédiaires	-0,7	-0,2	-2,5	-1,5	-1,2	-0,2
Biens d'investissement	-0,1	0,5	1,2	-0,5	-5,4	1,5
Biens de consommation	-0,2	0,7	-2,2	-1,3	-2,3	-1,2
Industrie manufacturière	-0,5	0,2	-1,3	-1,1	-2,9	-0,7
2014/2013						
Biens intermédiaires	2,0	1,8	2,9	-0,2	-0,1	5,1
Biens d'investissement	2,4	2,3	0,7	1,0	0,9	3,3
Biens de consommation	2,6	1,4	1,7	-1,0	-0,2	2,1
Industrie manufacturière	2,2	1,9	1,9	0,0	0,1	3,1

Source : Eurostat, indices de la production industrielle (IPI).

Graphique 4 : Évolution de la production de l'industrie manufacturière dans l'Union européenne

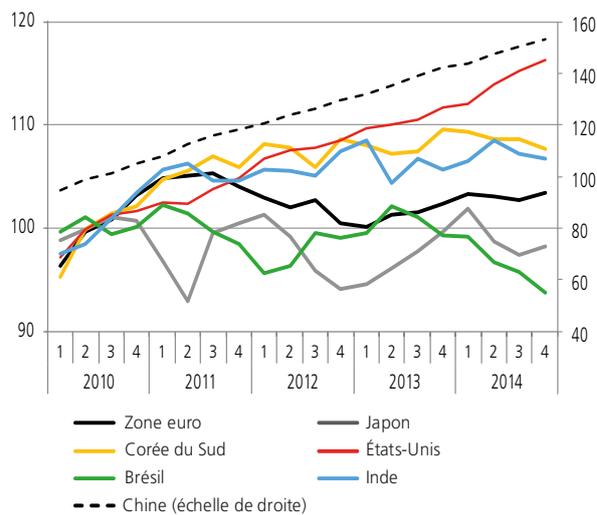
Indices base 100 en 2010, CVS-CJO



Source : Eurostat, indices de la production industrielle (IPI).

Graphique 5 : Évolution de la production de l'industrie manufacturière dans le monde

Indices base 100 en 2010, CVS-CJO



Source : OCDE, sauf la Chine (Coe-Rexecode).

budgétaire et monétaire accommodantes, l'économie britannique tire son dynamisme de la demande intérieure. En particulier, le secteur automobile britannique est en expansion continue depuis trois ans, stimulé par de nouveaux modèles et des conditions de financement très abordables. La production de l'industrie manufacturière britannique se rapproche ainsi de son niveau d'avant-crise. Cependant, elle reste peu ancrée sur les produits de haute technologie, dont la production a même reculé en 2014 (- 1,4 %).

En Espagne, la production de l'industrie manufacturière a continué de se redresser, enregistrant une croissance de 1,9 % après une stabilisation en 2013 faisant suite, elle-même, au très fort recul de 2012 (- 7,7 %). L'Espagne a procédé à une dévaluation interne en réduisant le coût du travail et ses exportations ont établi un nouveau record. Mais le caractère durable de cette embellie reste à confirmer, l'effort de R & D restant limité, même si l'industrie de haute technologie a crû en 2014 (+ 1,5 %).

Par ailleurs, un ensemble de pays d'Europe centrale se caractérise par la croissance soutenue de leur industrie manufacturière : Hongrie (+ 8,1 %), Roumanie (+ 8,1 %), République tchèque (+ 6,6 %), Slovaquie (+ 5,5 %) et Pologne (+ 4,4 %). Une zone de pays à la dynamique industrielle soutenue s'est constituée autour de l'Allemagne.

La production industrielle a accéléré aux États-Unis ...

Aux États-Unis, la production manufacturière a accéléré en 2014 (+ 3,5 % après + 2,6 % en 2013 – graphique 5 et tableau 3). Elle a été tirée par le secteur automobile et les gains de compétitivité induits par la faible progression des salaires et la réduction du coût de l'énergie (gaz de schiste) dont bénéficient, en particulier, les secteurs de la chimie et de la métallurgie. Cette dynamique a été renforcée par une consommation des ménages en forte augmentation, favorisée par la baisse du prix de l'essence (un poste particulièrement important aux États-Unis) et le recul du chômage.

... alors qu'elle a été à la peine en Corée du Sud et au Japon

Au Japon, si la production manufacturière a progressé de 2,1 % en moyenne annuelle, elle s'est retournée en début d'année et a fortement diminué ensuite. L'examen des glissements annuels est édifiant : - 1,4 % fin 2014 après + 5,8 % fin 2013. Les industriels ont pourtant bénéficié de la chute du yen qui améliore la compétitivité-prix des produits *Made in Japan*. Les exportations ont ainsi retrouvé un certain dynamisme, avec notamment la poussée des ventes de robots industriels (vers les chaînes d'assemblage américaines) ou le rebond des livraisons de composants électroniques vers les usines asiatiques d'assemblage de smartphones (Chine). Un rapatriement d'unités de production vers l'archipel a été constaté pour profiter de la chute du yen. Cependant, celle-ci renchérit

les importations des PME japonaises, dégradant leurs résultats, et pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et ainsi sur la demande intérieure.

En Corée du Sud, la production manufacturière a stagné (+ 0,5 %), le climat des affaires se détériorant avec la baisse des carnets de commandes. Les résultats du commerce extérieur ont été décevants, notamment avec la Chine. En glissement annuel, le recul de la production manufacturière est de - 1,8 % fin 2014 (après + 0,9 % fin 2013).

Dans les économies émergentes, la production manufacturière a ralenti (Chine) ou reculé (Brésil)

En Chine, l'activité a ralenti : la production industrielle n'a progressé que de 8,3 % en 2014, après + 9,7 % en 2013. Cette décélération est continue depuis la crise mondiale en 2009. Les prix à la production en recul depuis 2012 ont chuté fin 2014 et début 2015. Le ralentissement a touché tous les grands secteurs industriels, notamment l'acier, le ciment et l'électricité. Compte tenu des surcapacités de production industrielle accumulées, les dépenses d'investissement en biens d'équipements ont reculé en 2014. Le ralentissement de la croissance industrielle et des investissements semble nécessaire pour mettre un terme à une situation de surcapacité et d'endettement excessif. Les exportations sont restées un des principaux moteurs de la croissance alors même que les flux commerciaux ont ralenti, dans le sillage du manque de dynamisme du commerce mondial. Par ailleurs, la compétitivité de l'industrie chinoise a été mise à mal par l'appréciation du yuan et l'augmentation des coûts salariaux.

En Inde, où l'économie peine à rebondir, la croissance de la production manufacturière est restée modeste en 2014 (+ 0,9 %). Elle a enregistré d'amples fluctuations au cours de l'année. Les pouvoirs publics, soucieux de favoriser un modèle économique tourné vers la production industrielle, incitent les investisseurs étrangers à installer leurs usines en Inde, au détriment de la Chine.

Au Brésil, en récession économique, la production industrielle a fortement reculé (- 4,0 %). L'économie brésilienne est affectée par la chute des prix du pétrole ainsi que par l'affaire de corruption relative à la compagnie nationale pétrolière Petrobras.

Tableau 3 : Évolution de la production de l'industrie manufacturière dans le monde

	Volume, CVS-CJO, en %		
	2012/2011	2013/2012	2014/2013
Japon	0,2	-0,6	2,1
Corée du Sud	1,8	0,4	0,5
États-Unis	4,1	2,6	3,5
Zone euro	-2,6	-0,7	1,8
Brésil	-2,8	2,9	-4,0
Inde	0,6	0,4	0,9
Chine	10,0	9,7	8,3

Sources : OCDE, sauf la Chine (Coe - Rexecode).

La production manufacturière a rebondi en France au premier trimestre 2015, dans le contexte favorable créé par la baisse de prix des produits pétroliers et la dépréciation de l'euro

Au premier trimestre 2015, la production manufacturière a rebondi, de + 0,9 % (tableau 4), avec de « belles » croissances dans la pharmacie (+ 3,1 %), qui conforte donc son redressement amorcé au second semestre 2014, le raffinage (+ 7,6 %), avec la baisse des prix des produits pétroliers, et les matériels de transport, notamment l'automobile (+ 4,6 % et + 3,9 % pour les autres matériels de transport). La métallurgie a enregistré une légère croissance (+ 0,8 %), de même que le textile-habillement (+ 0,4 %).

En revanche, un ensemble de branches a reculé, certes de façon limitée : chimie (- 0,6 %), équipements électriques (- 0,3 %), bois-papier (- 0,3 %) et caoutchouc-plastique (- 0,2 %). Enfin, l'informatique-électronique a continué à reculer fortement au premier trimestre 2015 (- 0,7 %) et

les machines et équipements, dynamiques en 2014, ont marqué le pas (-1,0 %).

Plus globalement, la progression de l'activité manufacturière s'est maintenue au premier trimestre 2015 dans l'Union européenne (+ 0,8 %) et dans la zone euro (+ 0,7 %). En *Allemagne*, elle a réalisé une pause (+ 0,3 % après + 0,7 %), avec néanmoins une progression soutenue dans l'informatique-électronique (+ 2,7 %), l'automobile (+ 3,5 %), le caoutchouc-plastique (+ 3,1 %) et la chimie (+ 1,5 %). La production manufacturière est restée ferme en *Espagne* (+ 1,1 %) et accélère progressivement en *Italie* (+ 0,4 % après + 0,4 % au dernier trimestre 2014). Dans ces deux économies, la production manufacturière est soutenue par l'activité dans l'industrie automobile, pharmaceutique et le raffinage. En revanche, au *Royaume-Uni*, le ralentissement se confirme (+ 0,1 % après + 0,2 % au dernier trimestre 2014). L'industrie britannique pourrait commencer à pâtir du renchérissement de la livre sterling et de la morosité du secteur de la construction. En outre, la productivité du travail se serait détériorée depuis la crise avec un marché du travail très flexible, destiné à enrayer le chômage.

Tableau 4 : Évolution de la production manufacturière dans l'Union européenne au premier trimestre 2015

Évolution, en volume, CVS-CJO, en %

	Zone euro	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Industrie manufacturière	0,7	0,3	1,1	0,9	0,4	0,1
Industrie agroalimentaire	-0,7	-0,9	-0,1	0,5	-0,2	-0,7
Cokéfaction et raffinage	1,5	5,4	0,8	7,6	6,9	-4,7
Informatique, électronique et optique	2,7	2,7	0,2	-0,7	1,6	-5,5
Équipements électriques	-0,1	-1,3	0,8	-0,3	2,5	0,9
Machines et équipements	-0,9	-3,9	1,7	-1,0	-1,5	-6,5
Automobile	1,4	3,5	6,3	4,6	10,6	1,6
Autres matériels de transport	1,6	1,2	-6,4	3,9	0,1	2,8
Textiles, habillement, cuir	-0,9	0,4	-1,0	-0,4	-1,7	1,5
Travail du bois et du papier, imprimerie et reproduction	0,4	0,2	0,9	-0,3	-0,2	1,5
Industrie chimique	1,4	1,5	-0,3	-0,6	0,8	5,0
Industrie pharmaceutique	2,6	0,3	5,2	3,1	6,0	0,5
Caoutchouc, plastique	1,7	2,1	2,4	0,2	1,2	-1,5
Métallurgie et productions métalliques	0,8	-0,4	1,9	0,8	0,1	2,8
Autres industries, réparation	0,9	0,7	5,2	1,1	0,0	0,1

Source : Eurostat, Indices de la production industrielle (IPI).

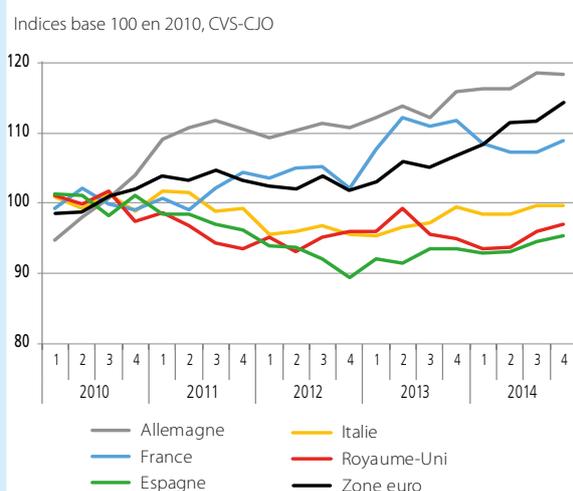
L'industrie manufacturière de haute technologie

Pour produire des statistiques sur les activités économiques de haute technologie, Eurostat regroupe les secteurs de l'industrie manufacturière (nomenclature NACE Rév.2) dans différents agrégats selon leur intensité technologique. Les agrégats produits sont la haute technologie, les technologies moyenne à haute, moyenne à basse, et la basse technologie. La haute technologie regroupe l'industrie pharmaceutique, la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques ainsi que la construction aéronautique et spatiale.

L'Allemagne et, dans une moindre mesure, la France enregistrent de bonnes performances dans l'industrie manufacturière de haute technologie (graphique 6a). Néanmoins, en 2014, l'industrie de haute technologie française a décroché par rapport à celle de l'Allemagne : l'industrie pharmaceutique (- 3,8 %) et l'informatique, électronique et optique (- 3,7 %) ont reculé et l'aéronautique a stagné (+ 0,2 %). En Italie, et plus encore en Espagne et au Royaume-Uni, l'industrie manufacturière de haute technologie stagne depuis la crise.

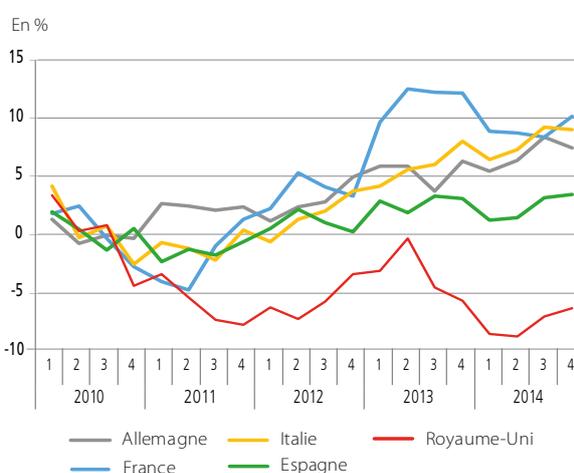
L'écart relatif entre la production totale et de haute technologie s'accroît en faveur de cette dernière en Allemagne, en France et en Italie (graphique 6b). La situation est inverse au Royaume-Uni où le développement des industries de moyenne technologie est dynamique.

Graphique 6a : Production de l'industrie manufacturière de haute technologie dans l'Union européenne



Source : Eurostat, indices de la production industrielle (IPI).

Graphique 6b : Écart relatif à la production manufacturière globale



Source : Eurostat, indices de la production industrielle (IPI).

Classification des industries manufacturières de haute à basse technologie

Haute technologie :

- Industrie pharmaceutique (21) ;
- Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (26) ;
- Construction aéronautique et spatiale (30.3).

Technologie moyenne à haute :

- Industrie chimique (20) ;
- Fabrication d'armes et de munitions (25.4) ;
- Fabrication d'équipements électriques (27) ;
- Fabrication de machines et équipements n.c.a. (28) ;
- Industrie automobile (29) ;
- Fabrication d'autres matériels de transport (30), à l'exclusion de la Construction navale (30.1) et de la Construction aéronautique et spatiale (30.3) ;
- Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire (32.5).

Technologie moyenne à basse :

- Reproduction d'enregistrements (18.2) ;
- Cokéfaction et raffinage (19) ;
- Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (22) ;
- Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (23) ;

- Métallurgie (24) ;
- Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et des équipements (25), à l'exclusion de la Fabrication d'armes et de munitions (25.4) ;
- Construction navale (30.1) ;
- Réparation et installation de machines et d'équipements (33).

Basse technologie :

- Industries alimentaires (10) ;
- Fabrication de boissons (11) ;
- Fabrication de produits à base de tabac (12) ;
- Fabrication de textiles (13) ;
- Industrie de l'habillement (14) ;
- Industrie du cuir et de la chaussure (15) ;
- Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie (16) ;
- Industrie du papier et du carton (17) ;
- Imprimerie et reproduction d'enregistrements (18), à l'exclusion de la Reproduction d'enregistrements (18.2) ;
- Fabrication de meubles (31) ;
- Autres industries manufacturières (32), à l'exclusion de la Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire (32.5).

Échanges extérieurs et compétitivité-prix

Le déficit des échanges extérieurs de produits manufacturés de la France s'est stabilisé à 34,7 milliards d'euros en 2014. Néanmoins, les parts de marché à l'exportation se sont de nouveau érodées, la dépréciation de l'euro, à partir de mars 2014, nécessitant un certain délai avant de produire pleinement ses effets sur les volumes exportés. Elle a, cependant, renforcé la compétitivité-prix des économies de la zone euro : en un an (entre mars 2014 et mars 2015), le taux de change effectif nominal pour la France a baissé de 6,4 % et de 7,3 % pour l'Allemagne alors qu'il a augmenté de 13,3 % pour les États-Unis. La dépréciation de la monnaie européenne a cependant renchéri les importations en provenance des pays situés hors de la zone euro. Toutefois, la baisse des prix des produits pétroliers, à partir de juin 2014, a compensé cet effet : abaissant les coûts des industries fortement utilisatrices de produits raffinés, elle a, par diffusion aux industries plus avalées, favorisé une baisse généralisée des prix de production. Ceux-ci ont reculé de 2,4 % entre juin 2014 et mars 2015. Toutefois, à l'exportation, ils sont restés stables, augmentant même sur les marchés situés en dehors de la zone euro.

Le déficit des échanges de produits manufacturés de la France s'est stabilisé à 34,7 milliards d'euros en 2014

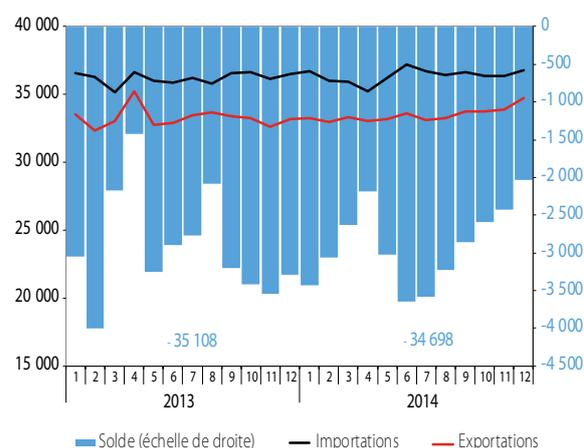
En 2014, le solde des échanges extérieurs de produits manufacturés s'est stabilisé par rapport à 2013 : il s'établit à - 34,7 milliards d'euros après - 35,1 milliards en 2013 (tableau 1), soit une amélioration de 410 millions d'euros. Cette stabilité, qui résulte d'une amélioration continue du solde au second semestre (graphique 1), largement liée à des ventes de produits de la construction aéronautique, recouvre des situations différenciées selon les produits.

Les échanges, excédentaires, de produits de l'aéronautique et de la chimie se sont améliorés ; le déficit des échanges d'automobiles et de machines industrielles s'est réduit

De fait, les excédents se sont accrus dans la *construction aéronautique* (de + 2,1 milliards d'euros), en raison du dynamisme des ventes d'Airbus, ainsi que dans l'industrie de la *chimie* (+ 1,8 milliard d'euros). Le déficit des échanges se stabilise dans l'industrie *automobile* (à - 4,5 milliards d'euros), dans le contexte d'une reprise marquée de l'activité, après deux années de repli, qui pousse à la fois les exportations (+ 2,3 % après - 4,1 % en 2013) et les importations (+ 2,2 % après - 0,8 %). Les échanges de *produits raffinés*, dont le solde s'est amélioré de 1,7 milliard d'euros, ont bénéficié du recul des prix des produits pétroliers au cours du second semestre 2014 avec un repli du montant des importations. Le déficit des échanges de *machines et équipements* enregistre une réduction notable (de 0,9 milliard d'euros), portée par une forte progression des exportations (+ 2,9 % après - 4,1 % en 2013). Le déficit des échanges de *produits informatiques et électroniques* s'amointrit également, de 0,6 milliard d'euros, en raison d'un reflux des importations (à l'exception des achats de téléphone).

Graphique 1 : Exportations, importations et solde manufacturier français en 2013 et 2014

Exportations FAB et importations CAF en valeur, millions d'euros, CVS-CJO



Source : Douanes.

L'excédent des échanges de produits pharmaceutiques s'est fortement contracté

À l'inverse, les échanges extérieurs de produits manufacturés se sont détériorés pour un ensemble de produits. Ainsi, l'excédent commercial des *produits pharmaceutiques* s'est dégradé (de - 2,7 milliards d'euros) sous l'effet combiné d'une forte hausse des importations (+ 5,3 %), résultant notamment de la forte croissance cette année des achats de vaccins produits à l'étranger, et d'un repli sensible des exportations (- 4,6 %), les industriels de ce secteur subissant une forte concurrence sur les prix dans un contexte d'arrivée à terme de brevets. L'excédent commercial dans l'*industrie agroalimentaire* est en baisse de 0,7 milliard d'euros, en raison d'un recul des ventes lié notamment à l'embargo russe qui pèse sur les exportations agroalimentaires. Le déficit des échanges de *produits du textile, de l'habillement et du cuir* s'est

Tableau 1 : Échanges annuels de produits manufacturés de la France

Exportations FAB et importations CAF en valeur, CVS-CJO ; évolution annuelle en % ; solde en milliards d'euros

	Exportations		Importations		Solde	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Industrie manufacturière	-1,7	0,6	-2,1	0,5	-35,1	-34,7
IAA	1,3	-1,1	3,8	0,4	7,1	6,4
Cokéfaction et raffinage	-12,2	-6,1	-8,8	-8,2	-17,3	-15,7
Informatique et électronique	-2,3	-1,0	-2,1	-2,0	-14,3	-13,7
Équipements électriques	-2,0	0,0	0,3	2,9	-3,2	-3,9
Machines et équipements	-4,1	2,9	-1,7	0,4	-2,8	-2,0
Automobile	-4,1	2,3	-0,8	2,2	-4,4	-4,5
Construction aéronautique	-0,1	3,2	-2,9	-1,8	21,4	23,6
Textiles	2,7	4,7	2,4	6,6	-11,8	-13,0
Bois, papier	-1,8	1,1	-3,0	-1,3	-4,3	-4,1
Industrie chimique	-2,3	2,7	-6,3	-1,0	9,3	11,0
Industrie pharmaceutique	1,6	-4,6	-3,7	5,3	4,5	1,8
Caoutchouc, plastique	-0,7	0,4	-0,4	1,7	-5,3	-5,7
Métallurgie	-7,3	-1,4	-3,1	-2,7	-6,4	-5,8
Autres industries, réparation	4,7	4,8	-0,6	5,6	-7,5	-8,1

Source : Douanes.

creusé de 1,2 milliard d'euros, du fait d'une accélération des importations (notamment de Chine) que n'a pas compensé l'accélération concomitante des exportations.

Avec l'Union européenne, les exportations ont rebondi et les importations se sont modérément repliées

En 2014, les exportations françaises à destination des pays membres de l'Union européenne ont rebondi (+ 1,2 % contre - 0,6 % en 2013, *tableau 2*). Cette progression est particulièrement importante vers l'Espagne (+ 4,6 % après - 1,8 %) et le Royaume-Uni (+ 3,9 % après - 0,4 %), économies dont l'activité a sensiblement progressé en 2014. Les exportations vers l'Allemagne sont également en hausse (+ 1,0 %) et restent fermes vers les nouveaux États membres, notamment la Pologne (+ 5,4 %).

Hors de l'Union européenne, les exportations se replient à nouveau (- 1,0 % après - 1,9 % en 2013), notamment vers la Russie (- 12,0 % après - 16,1 %). Elles demeurent solides vers l'Asie, où les livraisons aéronautiques sont dynamiques, ainsi que vers les États-Unis (+ 3,3 % après - 0,1 % en 2013).

Les importations en provenance de l'Union européenne se sont repliées modérément (- 0,3 % après - 2,7 % en 2013). Le recul des achats au Royaume-Uni (- 5,4 %) et à l'Espagne (- 3,5 %) est atténué par leur stabilisation en provenance d'Allemagne et une hausse depuis les pays d'Europe centrale, notamment la Pologne (+ 5,0 %) et la République tchèque (+ 6,2 %).

Depuis les économies situées en dehors de l'Union européenne, les importations poursuivent leur progression, notamment en provenance de Russie

(+ 5,2 % après - 0,1 %). Les importations provenant d'Asie renouent avec la croissance, soutenues par les achats à la Chine (+ 4,4 %) et à l'Inde (+ 18 %).

Le solde manufacturier français a bénéficié du dynamisme relatif de l'Union européenne mais pâtit des difficultés de pays émergents et d'Asie

Le solde des échanges de produits manufacturés de la France avec l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis s'est nettement amélioré en 2014, de l'ordre de 2 milliards d'euros avec chacun de ces pays. L'industrie française tire donc parti de leur dynamisme économique. Par ailleurs, le solde manufacturier s'améliore notablement avec la Corée du Sud du fait d'un fort repli des importations et, dans une moindre mesure, avec le Japon (2 milliards d'euros pour l'ensemble des deux pays). Autre point fort, la France stabilise ses échanges de produits manufacturés avec la Chine (le creusement du solde se limite à 400 millions d'euros en 2014), l'Allemagne (amélioration de 500 millions d'euros) et l'Italie (+ 100 millions d'euros), les trois pays par rapport auxquels le déficit manufacturier français est le plus important.

Malheureusement, l'amélioration globale du solde manufacturier qui en résulte, de l'ordre de 8 milliards d'euros, est, pour partie, effacée par la détérioration des échanges avec les BRIC, notamment la Russie et le Brésil, pénalisés par la baisse de revenus induite par l'effondrement des cours du baril. Le solde des échanges de produits manufacturés de la France avec l'Union européenne s'améliore de 3,7 milliards d'euros et se creuse de 3,3 milliards avec le reste du monde.

Tableau 2 : Échanges extérieurs de la France en produits manufacturés avec ses principaux partenaires

Données brutes, CAF-FAB, hors matériel militaire

	Valeurs, en milliards d'euros				Évolution (%)			
	2014			Écart avec le solde 2013	Exportations		Importations	
	Exportations	Importations	solde		2013	2014	2013	2014
Europe	266,2	293,9	-27,7	1,8	-1,4	0,7	-2,2	0,0
Union européenne	237,6	265,5	-27,8	3,7	-0,6	1,2	-2,7	-0,3
Royaume-Uni	28,9	18,0	10,9	2,1	-0,4	3,9	-7,1	-5,4
Pologne	6,9	8,2	-1,2	0,0	1,8	5,4	0,5	5,0
Zone euro	183,7	218,2	-34,4	1,3	-0,8	0,3	-2,4	-0,3
Allemagne	67,6	81,4	-13,9	0,5	-1,2	1,0	-4,2	0,2
Italie	26,8	35,4	-8,6	0,1	-3,9	0,8	-3,1	0,3
Espagne	26,3	26,8	-0,5	2,1	-1,8	4,6	-1,6	-3,5
Europe hors UE	28,6	28,4	0,2	-1,9	-7,4	-3,6	2,8	2,9
Russie	6,6	6,8	-0,2	-1,2	-16,1	-12,0	-0,1	5,2
Amériques	40,8	38,7	2,1	0,8	1,7	-1,6	-1,7	-3,6
États-Unis	26,8	30,4	-3,6	1,9	-0,1	3,3	-0,8	-3,2
Brésil	4,2	2,0	2,3	-0,4	2,5	-9,5	-7,3	-3,2
Asie et océanie	52,9	76,3	-23,5	-1,1	-3,6	0,8	-4,2	2,1
Chine	15,5	42,2	-26,7	-0,4	-2,6	9,4	-1,9	4,4
Japon	6,7	7,8	-1,0	0,5	-8,3	1,2	-10,9	-5,0
Corée du Sud	4,8	3,0	1,8	1,5	13,9	16,9	15,3	-21,9
Inde	2,6	5,1	-2,5	-0,8	-14,4	-1,2	-6,4	17,9
Proche et Moyen-Orient	12,6	3,4	9,2	0,2	-0,6	2,5	-0,3	2,8
Afrique	24,3	11,1	13,2	-0,6	-3,3	-0,4	0,1	4,5
Divers	1,7	9,4	-7,7	-0,9	-17,7	-15,5	8,8	6,4

Source : Douanes.

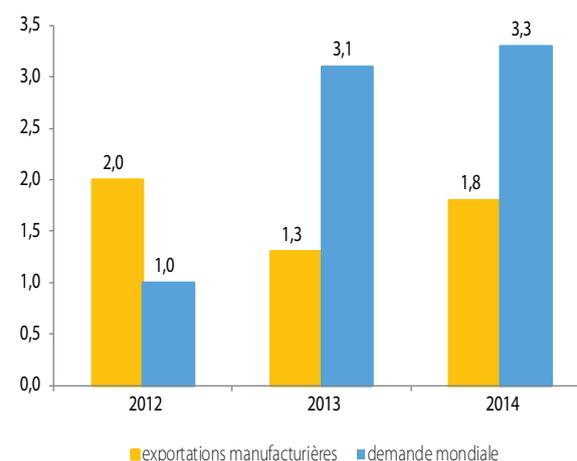
Les effets de la dépréciation de l'euro sur les exportations ne s'étaient pas encore concrétisés fin 2014

Les parts de marché à l'exportation se sont de nouveau érodées en 2014 ...

En 2014, le commerce mondial a progressé de 3,3 %, après + 2,7 % en 2013. Cette accélération résulte essentiellement du regain de dynamisme des économies avancées, notamment la zone euro et les États-Unis, dans un contexte de ralentissement des échanges des pays d'Asie. Mieux positionnée sur les marchés de la zone euro que sur les marchés émergents, la France a bénéficié d'une demande extérieure relativement soutenue. La demande mondiale adressée à la France, qui mesure l'évolution des exportations à part de marché inchangée, a progressé en ligne avec le commerce mondial : + 3,3 % en 2014 après + 3,1 % en 2013 (graphique 2). Néanmoins, les exportations de produits manufacturés ont moins fortement progressé (+ 1,8 % en 2014 après + 1,3 %), signalant une érosion des parts de marché. Il est également possible d'apprécier ce recul des parts de marché en rapportant les exportations manufacturières françaises à celles de la zone euro. En effet, les économies membres étant soumises aux mêmes contraintes monétaires, un recul de cet indicateur peut

Graphique 2 : Exportations manufacturières françaises et demande mondiale adressée à la France

Volumes, évolutions en %



Source : Insee.

traduire un désavantage prix ou hors prix de l'industrie manufacturière française.

En 2014, les exportations françaises de produits manufacturés ont représenté 12,1 % de celles de l'ensemble de la zone euro, soit un nouveau point bas après une part de 12,3 % en 2013 et de 13 % en 2010 (tableau 3).

Ce repli touche beaucoup de produits manufacturés, en particulier la pharmacie (12,0 % en 2014 après 13,3 % – *tableau 4*). La chimie constitue une exception notable, avec une part de 13,4 % des exportations de la zone euro en 2014, en amélioration après l'érosion continue de 2010 (13,6 %) à 2013 (13,1 %). L'Allemagne conforte sa place de *leader*, avec une part de

32,4 % des exportations de la zone euro en 2014, en hausse par rapport à 2013 (31,8 %). Cette progression est générale. Elle concerne notamment l'industrie automobile qui occupe désormais plus de la moitié des exportations de la zone euro (50,2 % après 49,3 %). L'Espagne se maintient dans les exportations de la zone euro (6,6 %) et livre depuis 2013 plus d'automobiles (en valeur) que la France.

Tableau 3 : Part des grands pays européens dans les exportations manufacturières de la zone euro

	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	32,0	32,1	31,9	31,8	32,3
France	13,0	12,5	12,5	12,3	12,1
Italie	11,8	11,8	11,8	11,8	11,9
Espagne	6,1	6,4	6,3	6,6	6,6

Valeurs, en %

Source : Eurostat, calculs DGE.

Tableau 4 : Part de la France dans les exportations de la zone euro pour quelques produits manufacturés

	2010	2011	2012	2013	2014
Matériels de transport (hors automobile)	39,1	38,0	39,5	39,4	39,0
Produits agroalimentaires	16,6	16,6	16,4	16,1	15,8
Chimie	13,6	13,3	13,2	13,1	13,4
Pharmacie	14,0	12,7	13,1	13,3	12,0
Textiles	12,4	12,1	12,5	12,3	12,2

Valeurs, en %

Source : Eurostat, calculs DGE.

... la dépréciation de l'euro, à partir du printemps, nécessitant un certain délai avant de produire pleinement ses effets

Initiée en mars 2014, la baisse de l'euro par rapport au dollar a atteint 10,8 % en décembre, puis 21,6 % au bout d'un an, en mars 2015. Elle résulte largement du différentiel de croissance entre les économies de la zone euro et des États-Unis. Les anticipations d'une hausse des taux outre-Atlantique par les investisseurs, dans un contexte de forte croissance américaine, ont initié le mouvement, accentué ensuite par les mesures de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) destinées à lutter contre la faiblesse de l'inflation dans la zone euro en relançant le crédit et l'activité.

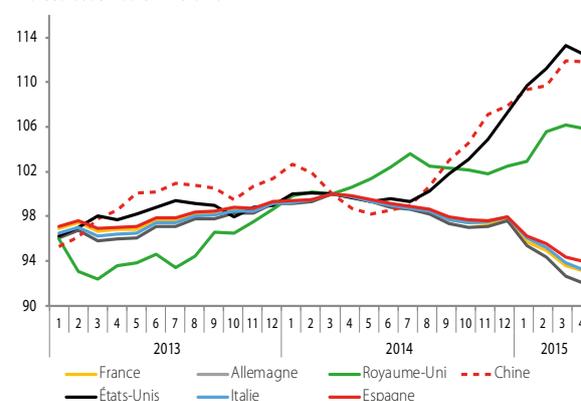
L'euro s'est déprécié autant¹ vis-à-vis du yuan (21,4 %) mais moins fortement vis-à-vis de la livre sterling (12,3 %). Il s'est même apprécié par rapport au rouble et à la monnaie brésilienne. Afin de mesurer une variation « moyenne » du taux de change de l'euro par rapport à l'ensemble des autres monnaies (et pas seulement au dollar), il faut prendre en considération l'intensité des échanges de la France avec chacun de ces pays. Le *taux de change effectif*

nominal (TCEN) est un indicateur prenant en compte l'ensemble de ces éléments.

Selon la Banque des règlements internationaux, par rapport à mars 2014, le TCEN avait baissé de 6,4 % en mars 2015 pour la France, 6,2 % pour l'Italie, 5,6 % pour l'Espagne et 7,3 % pour l'Allemagne (*graphique 3*). En revanche, il avait augmenté de 13,3 % pour les États-Unis, 11,9 % pour

Graphique 3 : Évolution du taux de change effectif nominal des grandes économies

Indices base 100 en mars 2014



Source : Banque des règlements internationaux.

¹ De mars 2014 à mars 2015.

la Chine et 6,2 % pour le Royaume-Uni. La dépréciation de l'euro a donc renforcé la compétitivité-prix des économies de la zone euro, en particulier de l'industrie française. Toutefois, les effets favorables sur le volume des exportations (*encadré*) ne s'étaient pas encore fait sentir fin 2014. En volume, les exportations manufacturières ont, certes, accéléré au quatrième trimestre 2014 (+ 3,1 % après + 0,3 % au trimestre précédent), notamment celles de matériels de transport (+ 11,1 % après - 5,1 %), en lien avec le rebond des livraisons d'Airbus, mais il serait hasardeux d'attribuer cette accélération à la

dépréciation de l'euro. En effet, les livraisons d'Airbus renvoient à des commandes bien antérieures, compte tenu des délais longs de fabrication dans ce domaine. Les effets favorables à attendre de la baisse de l'euro ne se feront donc vraisemblablement sentir qu'au cours de l'année 2015. Il faut en effet un certain délai pour que les exportateurs français mettent en place les capacités de production pour répondre à cette hausse de la demande étrangère (nouvelles machines, embauches...) et pour que les acheteurs étrangers trouvent les bons fournisseurs français et signent de nouveaux contrats.

Dépréciation de l'euro : quelles conséquences sur les exportations ?

Un redressement des exportations manufacturières ...

La baisse de l'euro devrait favoriser les exportations françaises de deux façons.

Tout d'abord, elle aura un *effet direct* sur la compétitivité-prix des entreprises françaises exportant en dehors de la zone euro, soit un peu plus de la moitié de leurs exportations. Cet effet ne peut néanmoins s'inscrire que dans la durée, afin de permettre aux acheteurs de se libérer des contrats noués avant le repli de la monnaie européenne. La dépréciation de l'euro aurait également un *effet induit* correspondant au supplément de demande adressée aux exportateurs français par les économies de la zone euro bénéficiant elles aussi de la baisse de l'euro.

Deux conditions sont actuellement réunies pour que la dépréciation de l'euro soit durable : la croissance économique dynamique aux États-Unis et au Royaume-Uni, d'une part, et la politique monétaire très accommodante mise en œuvre par la BCE, d'autre part.

... qui pourrait être atténué par des comportements de protection contre le risque de change ...

L'appréciation de la monnaie européenne par le passé a pu être à l'origine d'un mouvement de délocalisation du processus de production en dehors de la zone euro afin de produire et vendre au même endroit. Si cette stratégie offre une protection efficace contre le risque de change, elle prive les entreprises qui y ont eu recours du bénéfice de la baisse de l'euro.

D'autres entreprises utilisent des instruments de couverture (opérations à terme, options...) afin de se prémunir contre le risque de change. La couverture peut avoir une échéance de plusieurs années pour les industries aux cycles de production étendus telle l'aéronautique. Ainsi, Airbus a couvert la quasi-totalité de ses ventes prévisionnelles jusque fin 2016. Le motoriste Safran est couvert pour la période 2014-2017. Prisonnières de leurs engagements, ces industries ne peuvent bénéficier à court terme de l'évolution favorable de l'euro.

... et plus secondairement par une reconstitution des marges

Les marges des entreprises industrielles sont actuellement réduites, notamment dans les secteurs des équipements électriques et électroniques, du caoutchouc-plastique et de la métallurgie. Ces entreprises pourraient reconstituer, au moins partiellement leurs marges en augmentant leurs prix en euros, réduisant ainsi, à court terme, leurs gains en parts de marché. Néanmoins, cet effet devrait être limité par le repli sensible des prix du pétrole en euro qui vient réduire les coûts des consommations intermédiaires pour l'ensemble des secteurs (*cf. infra*). Ensuite, la relance de l'investissement permise par la reconstitution des marges pourrait, à long terme, s'avérer fructueuse en termes de compétitivité. De fait, on observe pour les entreprises industrielles, notamment celles des secteurs évoqués précédemment, une remontée des marges au second semestre 2014 (*cf. chapitre 3*), conjointement à une augmentation de leurs prix en euros à l'exportation hors de la zone euro (*annexe 2 page 31*).

La baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro se sont diffusées aux prix des consommations intermédiaires des entreprises ...

La dépréciation de la monnaie européenne a induit une hausse des prix de produits achetés hors de la zone euro, sans effet sur les volumes importés à court terme

La dépréciation de l'euro a entraîné, souvent dès le printemps 2014, dans un contexte de désinflation depuis

mi-2012, des hausses de prix de produits importés de pays situés hors de la zone euro. Il s'agit notamment de la pâte à papier et du papier-carton, des produits métallurgiques, en verre, en plastique, des équipements électriques, des machines et équipements ainsi que de l'habillement (*annexe 1*). Depuis cette période, les prix d'importation de ces produits divergent : ils sont en baisse (ou, au mieux, stables) lorsqu'ils proviennent de la zone euro et en hausse lorsqu'ils proviennent d'un pays situé en dehors de la zone euro.

En conséquence, à moyen terme, les entreprises nationales pourraient essayer de substituer des produits domestiques (ou de la zone euro) aux produits qu'elles

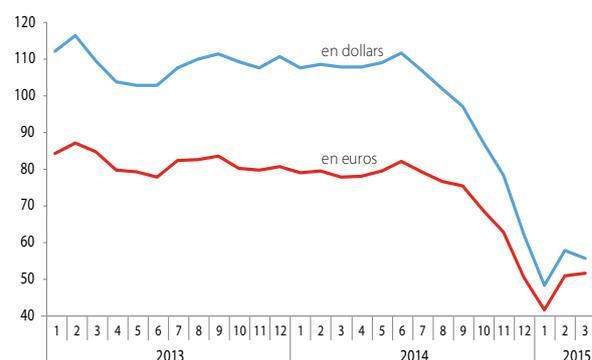
important de pays situés hors de la zone euro. Mais il faut du temps pour que cet « effet-volume » ne se concrétise et son ampleur dépend de l'élasticité-prix des importations. Il ne s'était pas encore concrétisé début 2015 : l'évolution comparée des volumes importés des produits selon qu'ils proviennent de la zone euro ou de l'extérieur de la zone ne met pas en évidence, à ce stade, de phénomène de substitution des premiers aux seconds.

La baisse des prix des produits pétroliers a contribué à la baisse des coûts des consommations intermédiaires de l'ensemble des branches de l'industrie

Autre bonne nouvelle pour la compétitivité : en 2014, les cours du pétrole brut, déterminants pour les coûts de production de l'industrie, ont chuté au second semestre : entre juin 2014 – point haut – et mars 2015, le prix du pétrole en dollars a baissé de moitié, qu'il s'agisse du Brent (*graphique 4*) ou du WTI¹.

Le repli des prix du pétrole résulte d'une demande moins soutenue face à une offre relativement abondante. Du côté de l'offre, l'élément essentiel est le souhait des dirigeants saoudiens de reconquérir des parts de marché en maintenant des cours bas suffisamment longtemps pour sortir du marché des concurrents exploitant du pétrole non conventionnel, de schiste, des sables bitumineux ou de l'*offshore*. La chute des cours résulte

Graphique 4 : Prix du pétrole en dollars et en euros



Source : Insee.

également d'une révision à la baisse des anticipations de demande, notamment de la Chine et des pays émergents.

Le *tableau 5* ci-dessous est un extrait du « tableau des entrées intermédiaires » (TEI), élaboré par les comptables nationaux de l'Insee, indiquant, pour les branches de l'industrie et des services de transport et d'entreposage, les consommations intermédiaires de produits pétroliers bruts et raffinés, de produits de la chimie et des services de transport, c'est-à-dire les produits intermédiaires les plus impactés par la baisse des prix du baril.

Tableau 5 : Part des produits pétroliers, raffinés, de la chimie et des services de transport dans les consommations intermédiaires des branches industrielles et des services de transport

En %

Branches	Produits			
	Pétrole brut	Raffinage	Chimie	Transport
IAA	0,0	1,1	1,5	2,1
Textiles, habillement, cuir	0,0	1,2	9,6	2,2
Bois, papier et imprimerie	0,0	1,5	8,9	3,6
Raffinage	67,6	8,1	2,9	2,1
Chimie	4,7	18,8	33,9	2,2
Pharmacie	0,0	0,7	20,3	2,4
Caoutchouc, plastique ⁽¹⁾	3,4	2,0	28,1	3,0
Métallurgie	0,0	1,2	4,0	2,4
Informatiques, électroniques et optiques	0,0	0,7	1,9	2,3
Équipements électriques	0,0	0,6	5,9	1,7
Machines et équipements	0,0	0,9	2,8	2,0
Automobile	0,0	0,7	3,3	1,5
Autres matériels de transport	0,0	0,1	1,3	1,3
Autres industries manufacturières ⁽²⁾	0,0	0,9	4,0	1,5
Industrie manufacturière	7,4	2,9	8,9	2,1
Transports et entreposage	0,0	20,0	0,3	36,0

Lecture : le pétrole raffiné ne représente que 0,7 % de la valeur des consommations intermédiaires de l'industrie pharmaceutique mais il entre à hauteur de 18,8 % dans la valeur des consommations intermédiaires de l'industrie chimique, qui entre elle-même à hauteur 20,3 % dans la valeur des consommations intermédiaires de l'industrie pharmaceutique.

⁽¹⁾ et autres produits minéraux non métalliques ; ⁽²⁾ réparation et installation de machines et d'équipements.

Source : Insee, calculs DGE ; données 2012.

¹ Le West Texas Intermediate (WTI) est un type de pétrole brut utilisé comme référence de prix sur la bourse des matières premières de New York, le New York Mercantile Exchange. De même, le Brent, brut de la mer du Nord, est la référence sur la bourse de Londres.

On voit ainsi que le pétrole raffiné ne représente que 0,7 % de la valeur des consommations intermédiaires de l'industrie pharmaceutique mais il entre à hauteur de 18,8 % dans la valeur des consommations intermédiaires de l'industrie chimique, qui entre elle-même à hauteur 20,3 % dans la valeur des consommations intermédiaires de l'industrie pharmaceutique.

Ce tableau donne donc une idée de la diffusion potentielle à l'ensemble des branches de la baisse des prix pétroliers, cet impact étant direct ou *via* la consommation de produits eux-mêmes « riches » en produits pétroliers tels les produits chimiques ou les services de transport.

... et aux prix de production pour les marchés extérieurs

Au niveau de l'ensemble de l'industrie manufacturière, les effets potentiels sur les prix de production de la dépréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole se neutraliseraient

Plus généralement, le TEI fournit les montants en valeur des « consommations intermédiaires » en chaque produit de chacune des branches de l'économie. Ces montants ont subi en 2014 deux mouvements de sens contraires :

- une baisse pour les consommations intermédiaires dont le prix dépend de celui du pétrole ;
- une hausse pour celles dont une partie est importée de pays situés hors de la zone euro.

Les branches peuvent soit ajuster leurs marges en conséquence, soit répercuter sur leurs prix de production les variations de coût de leurs consommations intermédiaires résultant de la baisse des prix des produits pétroliers et de la dépréciation de l'euro.

Dans un effet de « second tour », ces répercussions se diffusent totalement ou partiellement à l'ensemble des branches de l'économie. L'impact potentiel de la baisse des prix des produits pétroliers et de la dépréciation de l'euro correspond au cas limite dans lequel chacune des branches répercute intégralement dans ses prix de production la variation subie des coûts des consommations intermédiaires.

Le recul de 60 % du prix du baril entre juin 2014 et mars 2015 induit une baisse *potentielle* de 8,5 % des prix des consommations intermédiaires de l'industrie manufacturière et de 6,1 % de ses prix de production. Ce repli potentiel des coûts des intrants et des prix de production est particulièrement important dans la chimie (- 15,2 % pour les intrants), qui consomme une part importante de matières premières issues des produits raffinés (essentiellement du naphta) pour sa production. Il est également marqué pour les services de transport (- 10,6 %), le caoutchouc-plastique (- 8,0 %) et l'agriculture (- 7,1 %), du fait de l'usage des engrais.

Potentiellement, la dépréciation de l'euro sur la période

allant de mars 2014 à mars 2015 induit une hausse de 8,0 % des prix des consommations intermédiaires de l'industrie manufacturière et de 5,8 % de ses prix de production. Si cette hausse est plus uniforme entre les branches que l'impact de la baisse de prix du baril, elle affecte aussi particulièrement le raffinage qui achète ses intrants – essentiellement du pétrole brut – en dollars. Par conséquent, la chimie serait également parmi les branches potentiellement les plus impactées (+ 8,5 %) ainsi que le caoutchouc-plastique (+ 7,6 %). La construction aéronautique, navale et ferroviaire (+ 9,8 %), le textile-habillement (+ 8,6 %) et la fabrication de matériels informatiques (8,3 %) seraient également potentiellement très impactés, sans que cela ne transite par le raffinage.

Globalement, les effets potentiels combinés de la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro sur les coûts des consommations intermédiaires et des prix de production de l'industrie manufacturière se neutralisent (- 0,4 % et - 0,3 % respectivement). Toutefois, selon que les branches sont plus ou moins consommatrices de produits raffinés ou exposées aux échanges hors zone euro, l'effet « pétrole » ou l'effet « euro » l'emportent (bâtons verts sur le *graphique 5*). Ainsi, dans le raffinage, la chimie et, dans une moindre mesure, le caoutchouc-plastique, l'impact potentiel de la baisse du baril aurait été le plus fort. Au contraire, dans la construction aéronautique, ferroviaire et navale, l'effet « euro » l'aurait emporté, de même, mais à un degré moindre, dans l'automobile, les machines et équipements, les équipements électriques et le matériel informatique et l'électronique.

Les effets potentiels sur les prix de production de la dépréciation de l'euro et de baisse des prix du pétrole semblent s'être en partie réalisés ...

Les prix de production *observés* sur la période juin 2014-mars 2015 enregistrent un repli marqué pour l'ensemble de l'industrie manufacturière de - 2,4 % (*graphique 5*, bâtons orange foncé), pour un impact potentiel combiné de la baisse des prix du pétrole et de l'euro quasi nul (- 0,3 %). Néanmoins, sur la période, une corrélation apparaît entre les évolutions effective et potentielle des prix de production dans le raffinage, la chimie, le caoutchouc-plastique, la métallurgie, les produits informatiques et électroniques et les autres industries manufacturières. Pour les autres branches, l'écart (en général une moindre évolution des prix observés) peut s'expliquer de plusieurs façons.

D'abord, les effets de diffusion n'étaient pas encore arrivés à leur terme fin 2014-début 2015. Ainsi, dans certaines branches, les prix ne s'ajustent qu'avec retard, soit parce qu'il existe des mécanismes de couverture (cas de la construction aéronautique), soit que les processus de production sont longs (aéronautique, naval et ferroviaire notamment) donc les prix fixés longtemps à l'avance.

Ensuite, il y a sans doute un phénomène de compression des marges dans certaines branches², notamment celles, comme la pharmacie, disposant de taux de marge confortables leur permettant de serrer encore les prix. Il est vraisemblable que nombre d'industriels français, insuffisamment compétitifs, ont répercuté sur leur prix les baisses du pétrole mais pas les hausses des coûts des intrants liées à la dépréciation de l'euro (cas du caoutchouc-plastique). Enfin, l'écart entre le repli observé des prix de production dans l'industrie sur la période juin 2014-mars 2015 et l'impact *potentiel* conjoint de la baisse des prix du pétrole et de l'euro peut également traduire un phénomène de déflation : la brutalité de la baisse des prix des produits pétroliers aurait en effet incité les investisseurs à anticiper une accentuation future de cette baisse et les aurait conduits à reporter leurs acquisitions.

... particulièrement sur les marchés extérieurs hors zone euro

L'examen des prix de production à l'exportation sur la période juin 2014-mars 2015 (*graphique 5*, bâtons orange clair) établit, pour une majorité de branches, qu'ils ont davantage augmenté (ou moins reculé) que l'ensemble des prix de production donc que les prix sur le marché intérieur : globalement, pour l'industrie manufacturière, sur les marchés extérieurs, les prix de production sont restés quasi stables (+ 0,1 %) alors qu'ils ont baissé de 2,4 % pour l'ensemble des marchés.

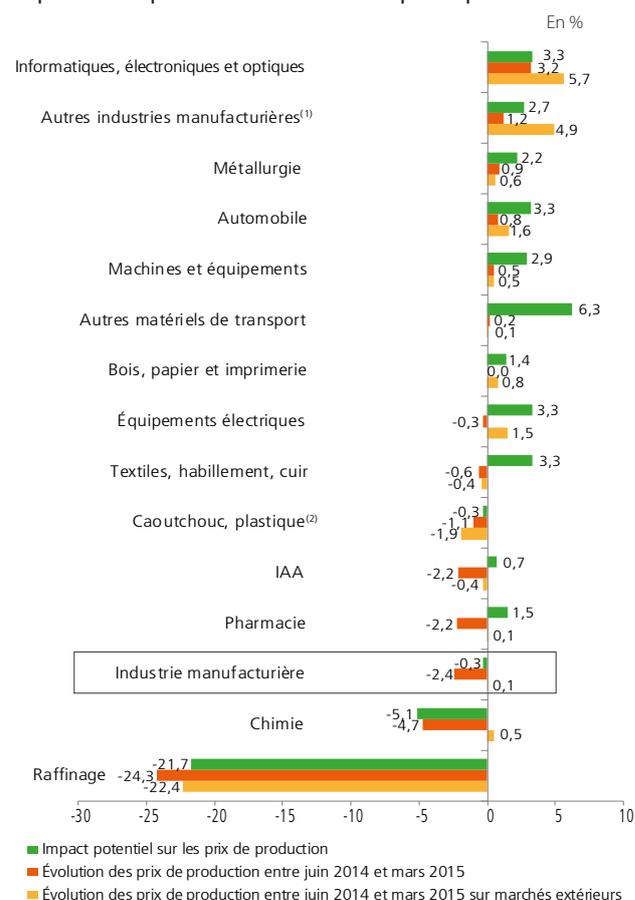
Comme l'indique le *graphique 6*, ce phénomène est nouveau. En effet, en 2014 les prix à l'exportation ont mieux résisté : il n'ont reculé que de 0,7 % au lieu de - 1,3 % sur le marché intérieur.

Cette meilleure résistance des prix de production sur les marchés extérieurs s'explique par des hausses de prix sur les marchés situés hors de la zone euro pour certains produits (*annexe 2 page 31*). C'est notamment le cas pour les produits de la chimie, l'automobile, le papier-carton, les équipements électriques, les équipements informatiques, électroniques et optiques ou encore les produits textiles. Les producteurs nationaux peuvent avoir été tentés par une « prise de bénéfice » immédiate de la dépréciation de la monnaie européenne en augmentant leurs prix en euros pour les clients des pays situés hors zone tout en leur préservant une baisse substantielle en monnaie locale. Ils peuvent également avoir répercuté sur leurs prix de vente, notamment hors de la zone euro, la hausse des coûts de leurs consommations intermédiaires importées de pays situés hors de la zone euro.

Le *graphique 7*, qui représente l'indice des prix de l'industrie manufacturière pour les marchés extérieurs en distinguant la zone euro (*graphique a*) et le reste du monde (*graphique b*) met clairement en évidence l'évolution différenciée hors de la zone euro. Ce phénomène de rebond des prix à

² Ce qui peut apparaître surprenant puisque les marges des entreprises se sont améliorées en 2014. Toutefois, cette amélioration s'explique surtout par celle du coût du travail (*cf. chapitre 3*).

Graphique 5 : Impact potentiel du choc combiné « baisse du prix du pétrole et dépréciation de l'euro » sur les prix de production



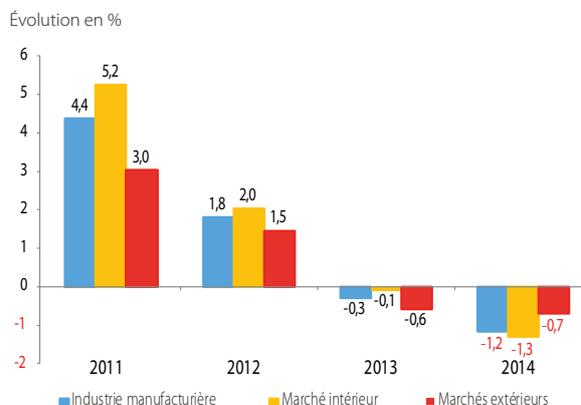
⁽¹⁾ réparation et installation de machines et d'équipements.

⁽²⁾ et autres produits minéraux non métalliques.

Lecture : dans l'hypothèse où les producteurs répercuteraient intégralement la variation du coût de leurs consommations intermédiaires (CI) sur leurs prix de vente, la baisse du prix du baril depuis juin 2014 et la dépréciation de l'euro depuis mars 2014 conduiraient à une hausse de 1,5 % des prix de production de l'industrie pharmaceutique. Depuis juin 2014, les prix de production ont réellement baissé de 2,2 % et augmenté de 0,1 % à l'exportation.

Source : Insee, calculs DGE.

Graphique 6 : Prix à la production de l'industrie manufacturière française (marchés français et extérieur)



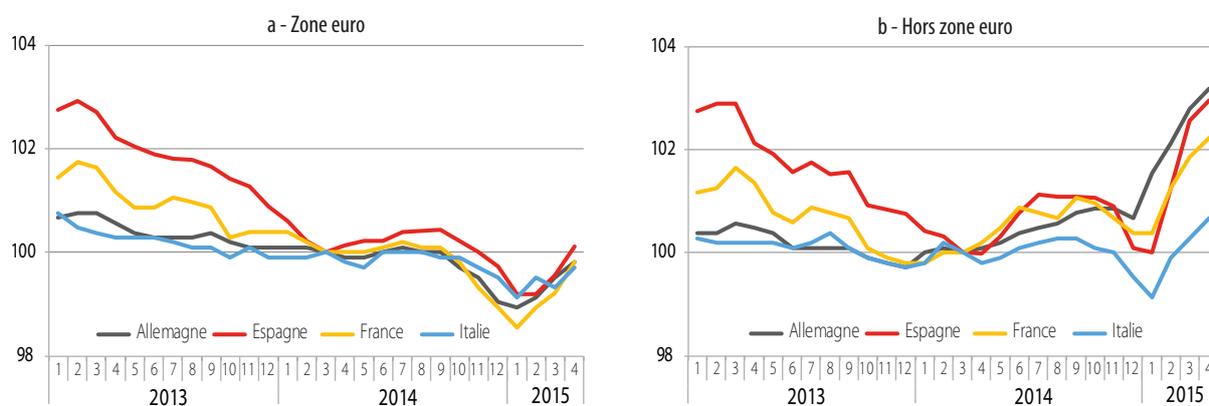
Source : Insee.

l'exportation sur les marchés hors zone euro, à partir du printemps 2014, lorsque la monnaie européenne commence à se déprécier, s'observe également dans les autres économies de la zone, notamment en Allemagne et en Espagne. Entre avril 2014 et avril 2015, alors que les prix des produits manufacturés ont stagné vers la zone euro pour la France, l'Allemagne et l'Espagne, ils ont augmenté sensiblement vers les marchés situés hors de la zone, de 2 % pour les produits français et de 3 % pour les

produits allemands et espagnols. Le repli temporaire des prix au quatrième trimestre, aussi bien vers la zone euro qu'en dehors, est lié au plongeon plus marqué des cours du pétrole en fin d'année. La très forte baisse des prix des produits raffinés, qui a entraîné celle des autres produits, a impacté transitoirement l'indice d'ensemble des produits manufacturés. Celui-ci s'est redressé (dans et hors la zone euro) dès le début de 2015, dès que les cours des produits pétroliers se sont relevés.

Graphique 7 : Évolution des prix des produits manufacturés pour les marchés extérieurs

Indices base 100 en mars 2014

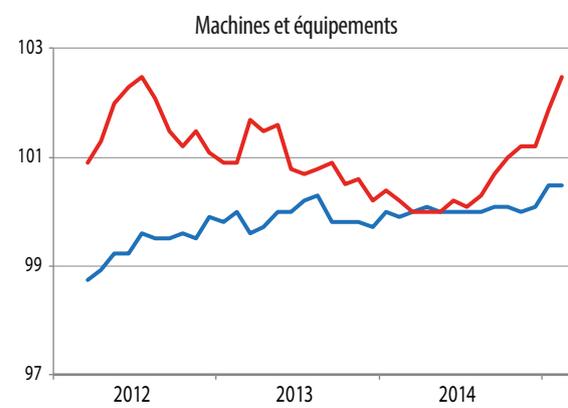
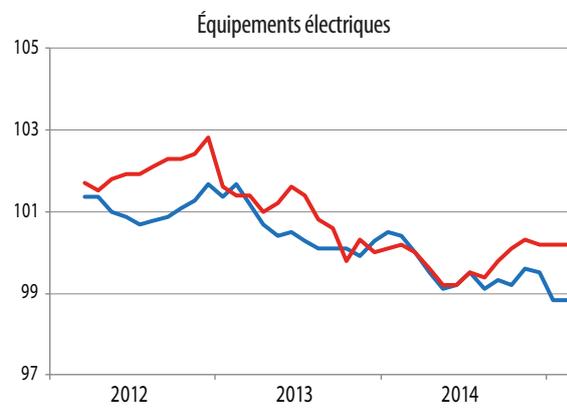
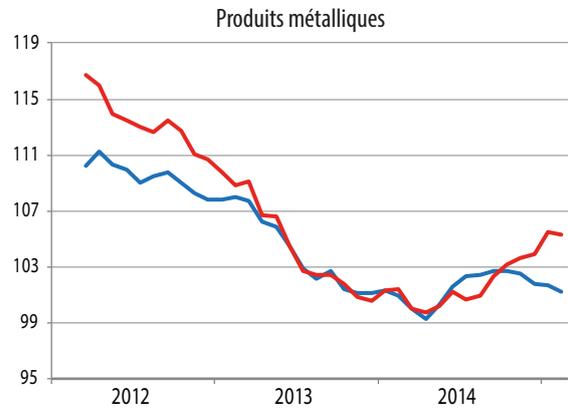
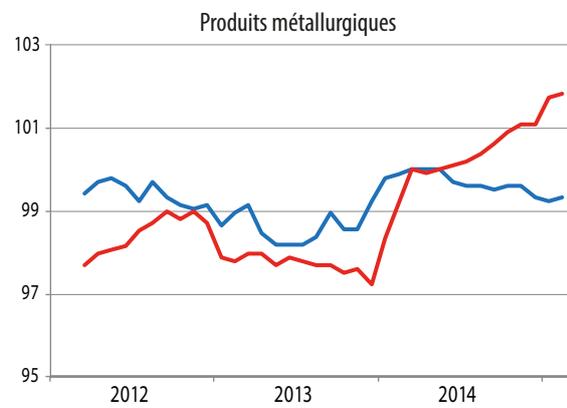
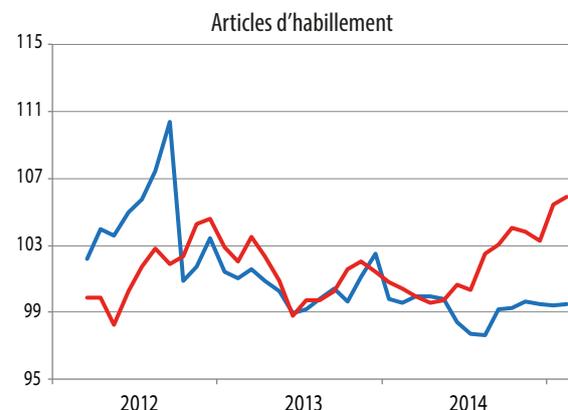
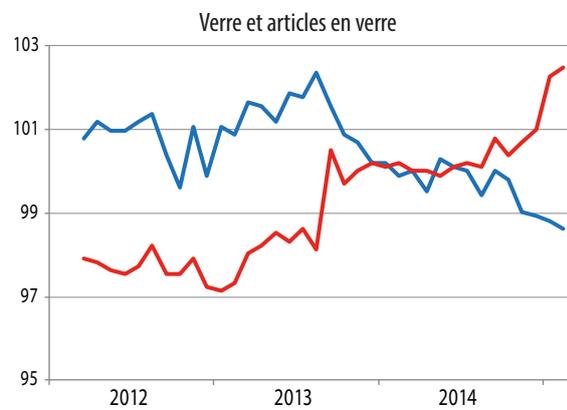
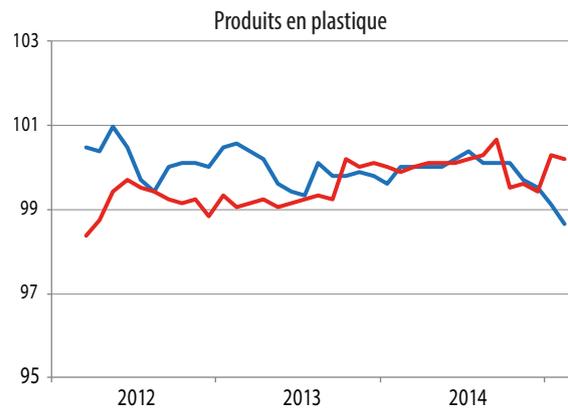
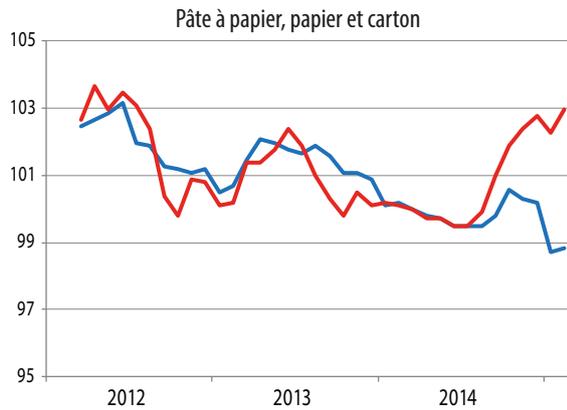


Source : Eurostat.

Annexe 1 : Évolution des prix d'importation de produits industriels

Indices base 100 en mars 2014 - Prix en euros, bruts, CAF (hors droits et taxes à l'importation)

Provenance : zone euro en bleu, hors zone euro en rouge

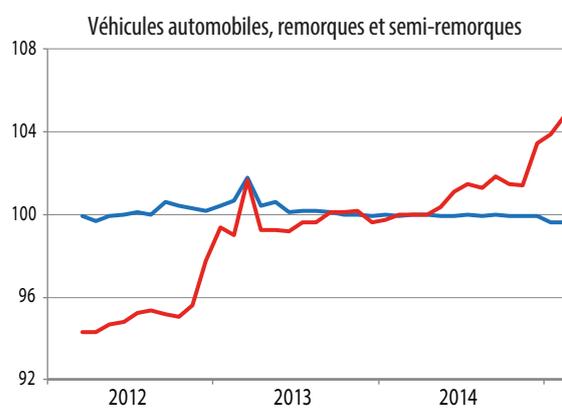
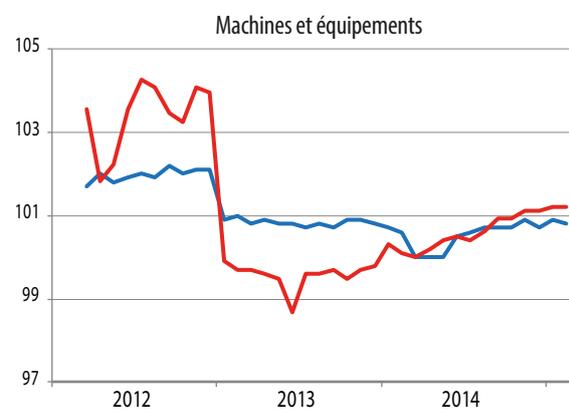
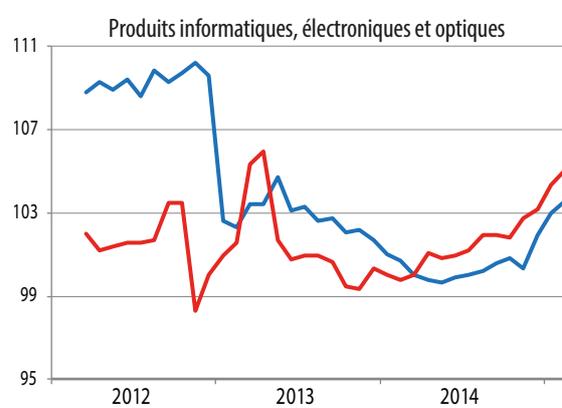
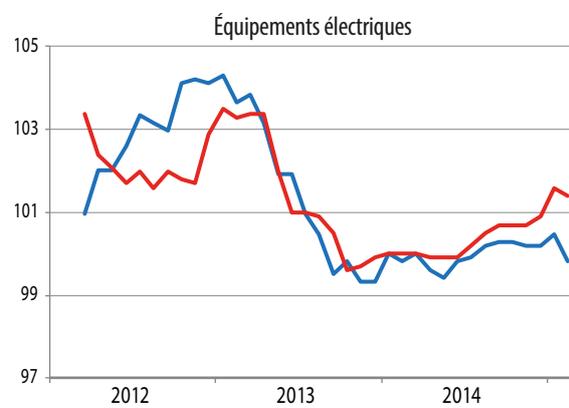
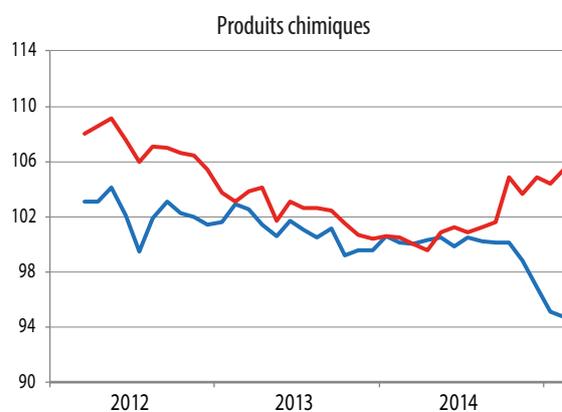
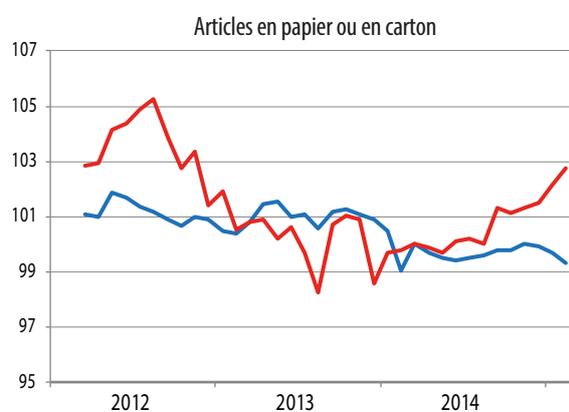
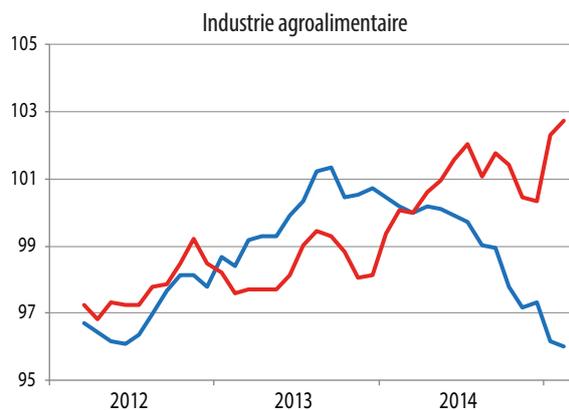


Source : Insee.

Annexe 2 : Évolution des prix pour les marchés extérieurs de produits industriels

Indices base 100 en mars 2014 - prix en euros, bruts, FAB

Provenance : zone euro en bleu, hors zone euro en rouge



Source : Insee.

Emploi, coûts salariaux et investissements

En France, l'emploi s'est replié dans la quasi-totalité des secteurs de l'industrie manufacturière en 2014, contrastant avec la reprise observée en Europe et aux États-Unis. Au total, 33 000 postes ont été perdus (- 1,1 %) sur l'ensemble de l'année. Cependant, l'emploi intérimaire s'est redressé de 4,5 % après deux années de repli. Ce bon signe en conforte d'autres. Ainsi, alors qu'il a augmenté en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni, le coût unitaire de la main-d'œuvre a reculé en France (- 0,7 % l'an entre 2012 et 2014), en raison notamment de la mise en œuvre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Cette évolution a favorisé le redressement du taux de marge dans une majorité de branches manufacturières au second semestre 2014. Le redressement est particulièrement fort dans les biens d'équipement, où il a gagné près de 3 points depuis le point bas du troisième trimestre 2013. Cette amélioration, qui a accru la capacité d'autofinancement des entreprises industrielles, a joué favorablement sur la reprise de leur investissement : celui-ci a augmenté de 1,6 % en 2014 après avoir stagné pendant deux ans.

L'emploi s'est replié dans la quasi-totalité des secteurs de l'industrie manufacturière

En 2014, l'industrie manufacturière française a encore perdu des emplois

En 2014, l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière s'est de nouveau replié, avec 33 000 postes de moins (- 1,1 %) sur l'ensemble de l'année (tableau 1). L'emploi direct est particulièrement touché : il perd 42 000 postes (- 1,5 %). Cependant, l'emploi intérimaire se redresse de 4,5 % (+ 9 000 salariés) après deux années de repli.

Considéré comme un levier d'ajustement privilégié par les industriels pour adapter à court terme le volume d'emploi aux inflexions du cycle d'activité, l'intérim constitue un indicateur avancé de la santé des entreprises.

La plupart des secteurs de l'industrie manufacturière perdent des emplois directs. Les plus concernés sont l'industrie automobile, qui perd 11 000 postes, soit un recul de 5,1 %, le travail du bois, l'industrie du papier et l'imprimerie, qui perdent - 6 500 emplois, soit un recul de - 3,3 %, la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique avec la disparition de 6 100 postes, soit une perte de 2,2 %. Dans d'autres secteurs, les pertes d'effectifs

Tableau 1 : Emploi salarié direct et intérimaire dans l'industrie manufacturière
En moyenne annuelle

	Niveaux en 2014			Variation entre 2013 et 2014					
	Total	Direct	Intérim	Total		Direct		Intérim	
	en milliers			en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %
Industrie manufacturière	3 006,7	2 790,0	216,6	-32,9	-1,1	-42,2	-1,5	9,4	4,5
Industrie agroalimentaire	589,5	545,0	44,5	1,2	0,2	-0,6	-0,1	1,9	4,5
Cokéfaction et raffinage	10,1	9,8	0,3	-0,2	-2,2	-0,2	-1,8	-0,1	-15,0
Informatiques, électroniques et optiques	144,2	137,0	7,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	3,1
Équipements électriques	123,9	113,7	10,2	-3,2	-2,5	-3,0	-2,6	-0,2	-1,7
Fabrication de machines et équipements	200,3	184,9	15,4	-2,9	-1,4	-2,3	-1,3	-0,5	-3,4
Matériel de transport	381,6	351,5	30,1	-6,3	-1,6	-9,5	-2,6	3,3	12,1
Industrie automobile		204,0				-11,0	-5,1		
Autres matériels de transport		147,5				1,5	1,0		
Textiles, habillement, cuir	110,9	105,7	5,3	-1,7	-1,5	-2,3	-2,1	0,6	13,0
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	201,4	189,3	12,1	-6,2	-3,0	-6,5	-3,3	0,2	2,0
Chimie	149,3	139,1	10,2	-1,2	-0,8	-1,3	-0,9	0,1	0,7
Industrie pharmaceutique	86,0	80,0	6,0	-0,4	-0,5	-0,5	-0,6	0,0	0,0
Caoutchouc et en plastique	298,9	273,5	25,4	-4,8	-1,6	-6,1	-2,2	1,4	5,7
Métallurgie et produits métalliques	419,7	387,5	32,2	-4,1	-1,0	-5,9	-1,5	1,8	6,0
Autres industries manufacturières	290,9	273,2	17,6	-3,3	-1,1	-3,9	-1,4	0,7	3,9

Sources : Insee et Dares.

sont moins nombreuses mais représentent un recul relatif important, notamment le textile-habillement-cuir (- 2,1 % soit 2 300 postes) et les équipements électriques (- 2,6 % soit 3 000 postes). Dans tous ces secteurs, l'évolution de l'emploi est, structurellement, plus défavorable que la moyenne de l'industrie manufacturière (*graphique 1c*).

Un seul secteur a été créateur net d'emplois en 2014 : la fabrication de matériels de transport (hors automobiles), avec 1 500 créations d'emplois directs (+ 1,0 %). D'autres secteurs ont toutefois stabilisé leurs effectifs. Il s'agit, en premier lieu, des industries agroalimentaires, qui représentent 20% des effectifs de l'industrie manufacturière, et de l'informatique, électronique et optique.

D'autres secteurs limitent les pertes, telles l'industrie pharmaceutique (- 0,6 %) et la chimie (- 0,9 %). Dans ces secteurs, l'emploi évolue structurellement à un rythme supérieur à la moyenne de l'industrie manufacturière (*graphique 1a*).

D'autres secteurs, comme la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (- 5 900, - 1,5 %) ou les machines et équipements (- 2 300, - 1,3 %), perdent beaucoup d'emplois mais sont dans la moyenne de l'industrie manufacturière, dont les emplois directs ont reculé de 1,5 % en 2014 (*graphique 1b*).

Les trois secteurs qui, structurellement, perdent beaucoup d'emplois par rapport à la moyenne – industrie automobile, bois-industries-papier-imprimerie et raffinage – n'ont pas « dérogé à la règle » en 2014.

En France, l'emploi est resté peu sensible à l'activité en 2014

L'évolution de l'emploi dans l'industrie manufacturière, en diminution très régulière, reste très éloignée des fluctuations de la production. Ces fluctuations se traduisent donc par d'amples variations des tensions sur le marché du travail, comme l'illustre le *graphique 2*.

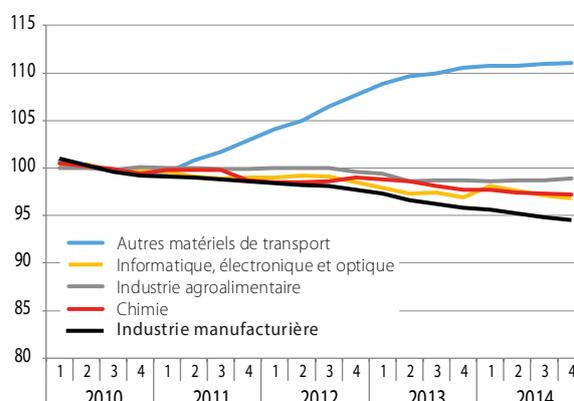
Ainsi, après les baisses de tension tout au long de 2011 et 2012, en lien avec la baisse de la production sur cette période, l'indicateur s'est stabilisé mi-2013 en même temps que la production. Depuis, l'indicateur de tension poursuit sa lente progression, notamment au premier trimestre 2015 avec le rebond de la production. L'emploi est ainsi peu sensible aux fluctuations de l'activité dans l'industrie manufacturière et, s'il s'ajuste en partie par le recours à l'intérim, les fluctuations de la production génèrent l'apparition de tensions importantes sur le marché du travail.

Cette situation est particulièrement marquée dans l'industrie manufacturière française, comme l'indique le *graphique 3*. Pour un ensemble de pays de l'Union européenne, en 2014, la production a soit accéléré - cas de l'Allemagne et de la Pologne - soit rebondi - cas de l'Espagne, du Royaume-Uni et de la France. Le graphique montre que cette accélération de la production s'est accompagnée d'une accélération de l'emploi, sauf en France, où la stabilisation de l'activité n'a pas permis de stopper les destructions d'emplois.

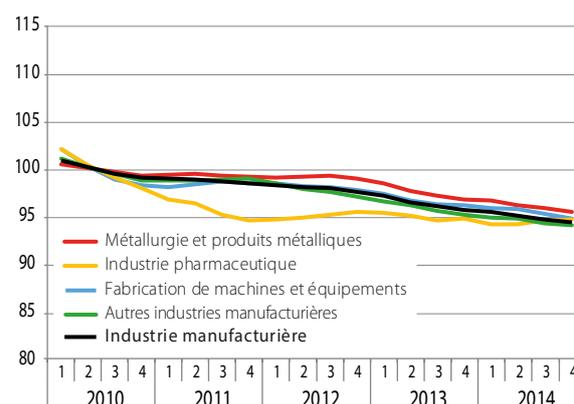
Graphique 1 : Évolution de l'emploi salarié direct dans l'industrie manufacturière en France entre 2010 et 2014

Indices base 100 en 2010, CVS-CJO

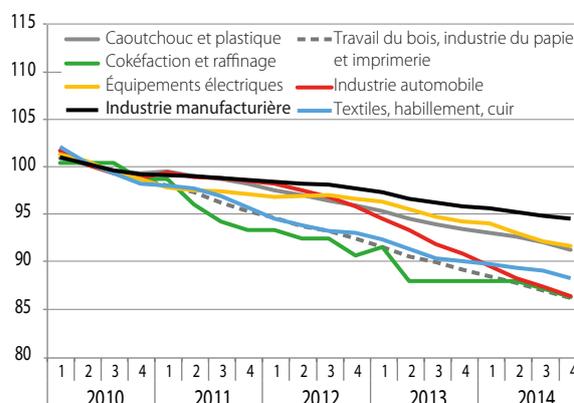
a : Secteurs industriels évoluant à un rythme supérieur à la moyenne



b : Secteurs industriels évoluant à un rythme proche de la moyenne



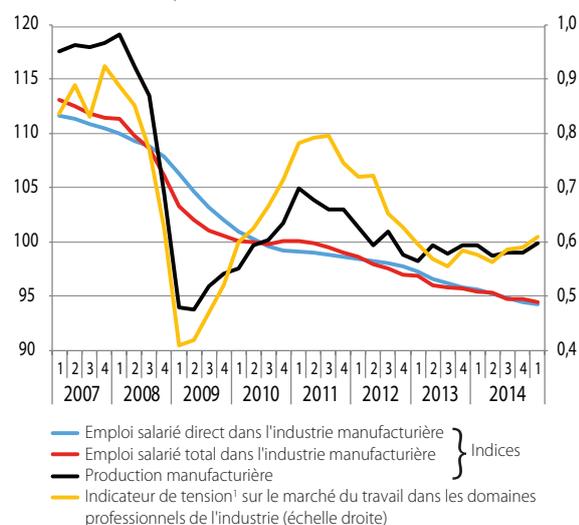
c : Secteurs industriels évoluant à un rythme inférieur à la moyenne



Source : Insee.

Graphique 2 : Emploi, production et tension sur le marché du travail dans l'industrie manufacturière française

Indices base 100 en 2010, CVS-CJO



¹ offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur les entrées à Pôle emploi.

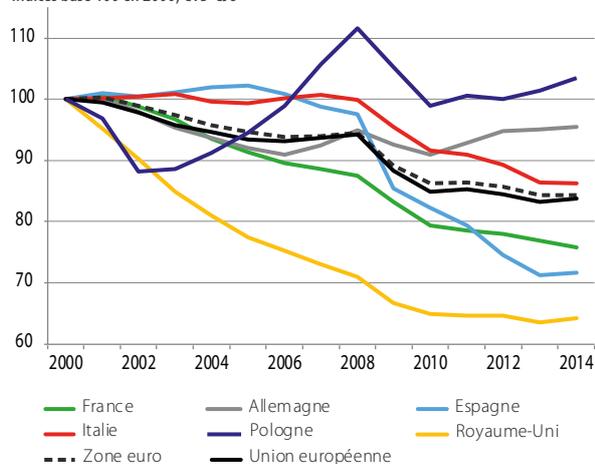
Sources : Insee, Dares et Pôle emploi.

En 2014, à la différence de la France, l'emploi salarié s'est redressé en Europe

En 2014, l'emploi salarié de l'industrie manufacturière s'est donc redressé dans les économies européennes (graphique 4), notamment en Allemagne (+ 34 000 emplois entre 2013 et 2014, en moyenne annuelle), au Royaume-Uni (+ 6 000 emplois) et en Espagne (+ 13 000 emplois). L'industrie manufacturière a quasiment cessé de détruire des emplois en Italie (- 8 000 postes contre -113 000 en 2013) alors qu'en France le repli demeure sensible. Avec 57 000 emplois créés en 2014, la Pologne enregistre la plus forte progression parmi les grandes économies européennes.

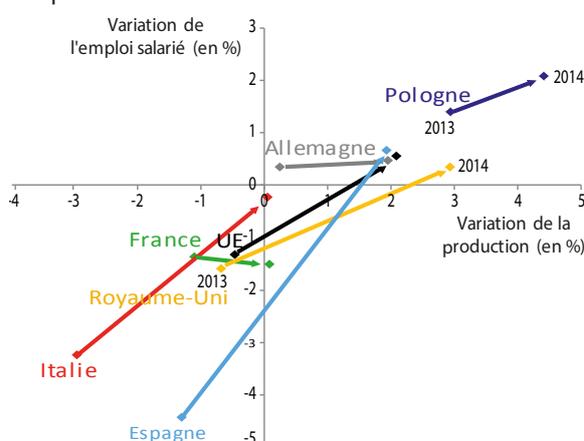
Graphique 4 : Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière en Europe

Indices base 100 en 2000, CVS-CJO



Source : Eurostat.

Graphique 3 : Dynamiques comparées de la production et de l'emploi manufacturier dans les grandes économies européennes



Lecture : au Royaume-Uni, à un recul de 0,7 % de la production manufacturière et de 1,6 % de l'emploi salarié en 2013 ont fait suite, en 2014, une croissance de 2,9 % et 0,3 % de la production et de l'emploi.

Source : Eurostat, calculs DGE.

Ce mouvement de reprise des créations d'emplois en Europe stoppe l'hémorragie observée depuis le déclenchement de la crise. Entre 2008 et 2014, en moyenne annuelle, 3,8 millions d'emplois salariés ont été détruits dans l'Union européenne, principalement en Espagne (695 000), en Italie (540 000), en France (394 000) et au Royaume-Uni (261 000). En Pologne, l'industrie manufacturière a également enregistré une destruction massive des emplois salariés mais elle a été concentrée sur les années 2009 et 2010. Depuis, l'emploi manufacturier renoue avec la croissance. L'Allemagne est la seule grande économie européenne à être parvenue à maintenir ses emplois dans l'industrie manufacturière durant cette période (+ 43 000).

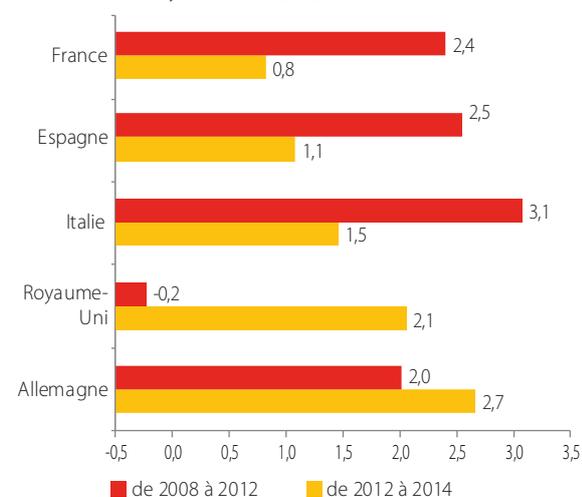
La baisse du coût salarial unitaire, liée au CICE, a favorisé le redressement des taux de marge

En France, le coût horaire de la main-d'œuvre ralentit depuis 2013...

En France, après une hausse modérée en 2013 (+ 0,5 %), le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie a été plus dynamique en 2014 (+ 1,1 %). Toutefois, en moyenne, le coût horaire a augmenté de 0,8 % l'an entre 2012 et 2014 (graphique 5) contre + 2,4 % entre 2008 et 2012. Cette modération du coût horaire de la main-d'œuvre depuis 2013 tient à la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2014, le CICE aura permis à l'indice du coût du travail (ICT) de ne croître que de 1,7 %, alors que ce même indice aurait crû de presque 4,2 % en l'absence du dispositif (graphique 6).

Graphique 5 : Évolution du coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie

Évolutions annuelles moyennes en euros (en %)



Champ : ensemble de l'industrie.

Sources : Insee, Eurostat, enquêtes ECOMO 2008 et 2012, ICT.

Le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie a également sensiblement ralenti en Italie et en Espagne alors qu'il a progressé en Allemagne (+ 2,7 % l'an après + 2,0 %) et plus nettement au Royaume-Uni que ce soit en euros (+ 2,1 % l'an après - 0,2 %) ou en livres sterling (+ 1,7 % l'an après + 0,1 %).

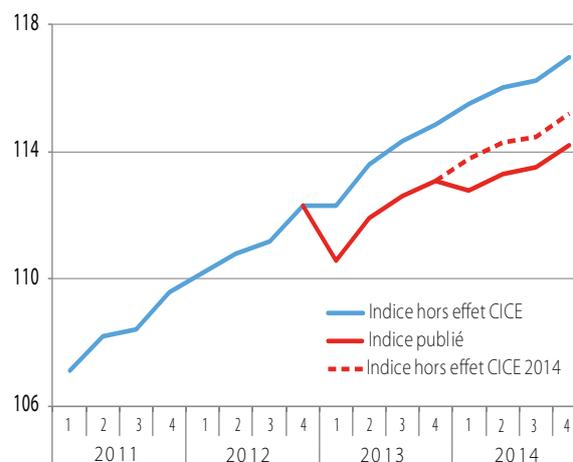
En niveau (tableau 2), un salarié de l'industrie française coûte, en 2014, aussi cher qu'un salarié de l'industrie allemande (37 euros de l'heure) alors qu'en 2012, il coûtait 1,2 euro de plus. Cette évolution favorable, permise par la mise en place du CICE, ne doit toutefois pas occulter le fait que le coût d'un salarié de l'industrie française demeure l'un des plus élevés d'Europe. Il représente par exemple 9 euros de plus qu'en Italie (28 euros de l'heure), 13,5 euros de plus qu'en Espagne (23,5 euros de l'heure) et près de 30 euros de plus qu'en Pologne (8,4 euros de l'heure).

... plus fortement que la productivité...

Entre 2008 et 2012, la productivité horaire dans l'industrie a évolué de manière contrastée entre les économies de

Graphique 6 : Indice du coût horaire du travail (ICT) dans l'industrie manufacturière

Indices base 100 en 2008



Note : le CICE est pris en compte dans l'indice du coût horaire du travail dès le premier trimestre 2013 (date d'entrée en vigueur du CICE), conformément à une obligation statistique européenne.

Source : Insee.

la zone euro (tableau 3). Les gains de productivité ont été plus élevés en Espagne (+ 3,0 % par an) en raison des fortes destructions d'emploi alors que l'Italie a affiché une progression deux fois plus faible (+ 1,4 %) qui s'explique par la mise en place de mesures favorisant l'activité partielle. Au cours de cette période, l'efficacité du travail en France et en Allemagne se situe dans une position intermédiaire (+ 2,6 % et + 2,1 % l'an respectivement). Dans ces économies, la mise en place de dispositifs de maintien de l'emploi après la crise a pesé sur les gains de productivité. Au Royaume-Uni, la productivité a chuté après la crise du fait de l'augmentation de la participation au marché du travail de certaines personnes dont la productivité est plus faible (retraités et travailleurs étrangers).

Entre 2012 et 2014, l'efficacité du travail dans l'industrie a diminué dans les économies de la zone euro. Elle demeure positive en France et en Espagne alors qu'elle a reculé en Allemagne et en Italie. Le Royaume-Uni fait exception : grâce à une croissance marquée de l'activité industrielle, il a stabilisé sa productivité horaire.

Tableau 2 : Coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie

En euros

Années	Allemagne	France	Italie	Espagne	Royaume-Uni	Pologne
2008	32,5	33,1	24,1	20,8	21,9	7,5
2012	35,2	36,4	27,2	23,0	21,7	7,7
2013	36,3	36,6	27,7	23,3	20,9	8,0
2014	37,1	37,0	28,0	23,5	22,6	8,4

Champ : ensemble de l'industrie.

Source : Eurostat, enquêtes ECOMO 2008 et 2012, ICT.

Prise en compte du CICE dans l'indice du coût du travail et le taux de marge

À partir de janvier 2013, les salaires versés par les entreprises donnent droit à un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le CICE dû au titre de l'année 2013 s'impute sur l'impôt sur les sociétés (IS) dû au titre du même exercice. Toutefois, il ne commence à jouer sur la trésorerie des entreprises qu'à partir du règlement du solde d'IS dû au titre de l'exercice 2013, soit en 2014.

Le CICE est pris en compte dans le coût du travail par l'Insee de deux manières.

Il est enregistré dans l'indice du coût de travail (ICT) dès le premier trimestre 2013 (date d'entrée en vigueur du CICE). Cette méthodologie répondait à l'obligation statistique européenne de répercuter sur l'indice toute mesure considérée comme allégeant le coût du travail.

En comptabilité nationale, les crédits d'impôt doivent être enregistrés en dépense en une seule fois : l'année où l'entreprise fait valoir sa créance sur l'État. Ainsi, le CICE dû au titre de l'année 2013 est enregistré en une fois en 2014 en subvention sur les rémunérations. Cette méthode de comptabilisation ne modifie pas le montant des rémunérations versées mais seulement le taux de marge.

... entraînant une baisse du coût salarial unitaire...

Le coût salarial unitaire (CSU) est un indicateur du coût du travail qui rapporte le coût salarial horaire aux quantités produites (ici le volume de la valeur ajoutée) par heure travaillée. À la différence du coût salarial horaire, le CSU présente l'intérêt de tenir compte de l'efficacité du travail, différente d'un pays à l'autre.

Entre 2008 et 2012, le CSU dans l'industrie est resté quasiment stable en Allemagne, en France et en Espagne grâce aux gains de productivité qui sont venus compenser la progression des rémunérations salariales. En revanche, il a augmenté en Italie et au Royaume-Uni mais pour des raisons différentes. En Italie, la faiblesse des gains de productivité n'a pas compensé la hausse sensible du coût salarial horaire. Au Royaume-Uni, le coût horaire est resté stable dans un contexte de repli de la productivité.

Entre 2012 et 2014, le CSU dans l'industrie a diminué en France et en Espagne (- 0,7 % et - 0,8 % l'an respectivement) en lien avec une modération plus forte des rémunérations horaires que les gains de productivité. Ce rythme moyen résulte toutefois d'une baisse marquée en 2013 suivie d'une stabilisation en 2014 pour ces deux économies. En revanche, en Italie et plus encore en Allemagne, le CSU a accéléré. Dans ces deux économies, la rémunération a continué de progresser (et a même accéléré en Allemagne) alors que la productivité s'est repliée. Au Royaume-Uni,

l'accélération du CSU résulte principalement de celle du coût horaire de la main-d'œuvre.

... favorisant le redressement du taux de marge

Selon les comptes nationaux trimestriels, le redressement du taux de marge dans l'industrie manufacturière est moins massif et plus tardif que ce que suggère l'évolution du CSU pour une raison d'ordre méthodologique (*cf. encadré*). Il se redresse effectivement au cours des deux derniers trimestres 2014 : il s'établit à 32,7 % au troisième trimestre et à 32,6 % au quatrième (*graphique 7*).

Cette évolution globale du taux de marge dans l'industrie manufacturière pâtit de celle des industries agroalimentaires (IAA). En effet, les IAA, dont le poids dans l'industrie manufacturière est important (20 % de la valeur ajoutée), enregistrent une forte baisse de leur taux de marge : de 44,6 % au dernier trimestre 2012 à 40,8 % au quatrième trimestre 2014.

À l'opposé, le redressement est particulièrement fort dans les biens d'équipement, où il gagne près de 3 points entre le point bas du troisième trimestre 2013 (25,8 %) et le quatrième trimestre 2014 (28,6 %). Néanmoins, on est encore loin des taux de marge d'avant crise qui se situaient autour de 33 % dans cette branche. Le redressement est également très marqué dans les « autres branches industrielles » (chimie, plasturgie, informatique, électronique, textile, papier, carton), passant de 28,7 % début 2013 à 31,4 % au quatrième

Tableau 3 : Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie

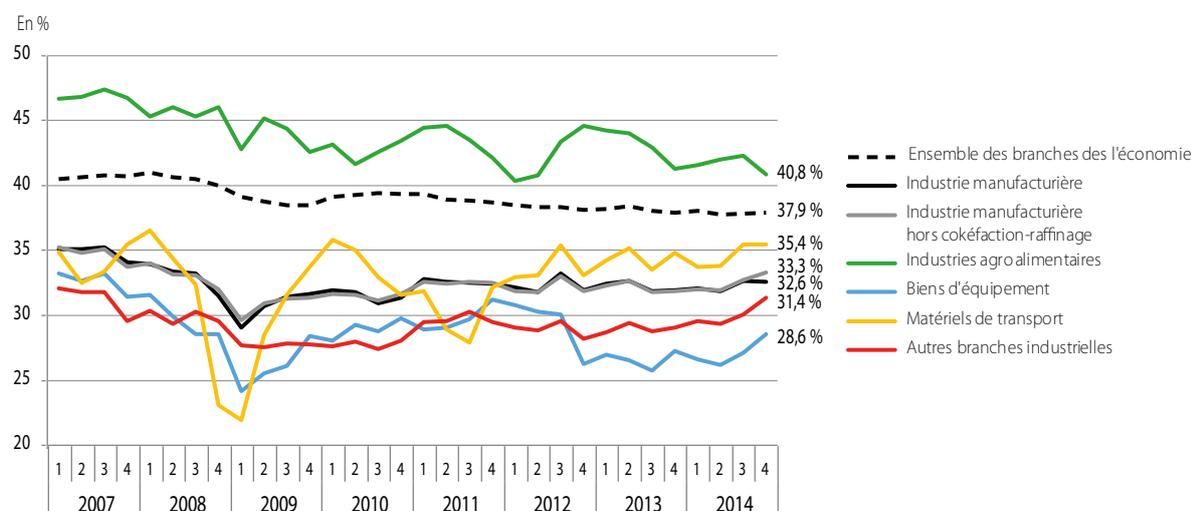
	Évolutions annuelles moyennes en euros (en %)						
	Allemagne	France	Italie	Espagne	Royaume-Uni	Pologne	Zone euro
2008-2012							
Productivité horaire	2,1	2,6	1,4	3,0	-1,1	7,5	2,4
Coût horaire	2,0	2,4	3,1	2,5	-0,2	0,7	3,0
Coût unitaire	-0,1	-0,2	1,6	-0,4	0,9	-6,3	0,6
2012-2014							
Productivité horaire	-0,4	1,5	-0,9	1,9	-0,3	0,9	0,6
Coût horaire	2,7	0,8	1,5	1,1	2,1	4,4	1,9
Coût unitaire	3,1	-0,7	2,3	-0,8	2,3	3,5	1,3

Champ : ensemble de l'industrie.

Sources : Eurostat et Insee, comptes nationaux, enquête ECMO et ICT, calculs DGE.

Graphique 7 : Évolution des taux de marge dans l'industrie manufacturière

Valeurs aux prix courants (données CVS-CJO)



Source : Insee, comptes nationaux trimestriels.

trimestre 2014, environ un point en dessous de son niveau d'avant-crise. Le taux de marge dans la branche des matériels de transport, 35,4 % au quatrième trimestre 2014, a retrouvé son niveau d'avant-crise.

Ainsi, hors cokéfaction-raffinage (dont le taux de marge est structurellement erratique), l'amélioration fin 2014 du taux de marge de l'industrie manufacturière est de 1,4 point par rapport au dernier trimestre 2013.

En moyenne annuelle, le taux de marge dans l'industrie manufacturière (hors cokéfaction-raffinage) progresse plus modérément, de 0,3 point, en 2014 par rapport à 2013. Cette amélioration résulte de plusieurs facteurs (tableau 4), en premier lieu, la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, qui contribue à hauteur de 0,8 point au redressement du taux de marge.

L'effet du CICE est réduit de 0,5 point par la hausse des salaires réels par tête (y compris charges), plus forte que les gains de productivité. La baisse des prix du pétrole et, dans une moindre mesure, les hausses de prix à l'exportation, imputables à la dépréciation de l'euro (cf. Chapitre 2, graphique 7) ont sans doute amélioré le taux de marge comme le laisse penser l'impact positif (0,2 point) des « termes de l'échange » (rapport des prix de la valeur ajoutée aux prix de la consommation).

L'amélioration du taux de marge, sensible dans le secteur des biens d'équipement (+ 0,5 point) et, surtout, dans celui des « autres produits manufacturés » (+ 1,1 point), s'explique dans les deux cas en grande partie (+ 0,9 point) par la montée en charge du CICE. Dans le secteur des biens d'équipement, l'impact positif du CICE sur le taux de

Tableau 4 : Contributions à la variation du taux de marge dans l'industrie manufacturière

	Ensemble des branches	Industrie manufacturière ⁽¹⁾	IAA	Biens d'équipement	Matériel de transport	Autres
Taux de marge 2014 (en %)	37,9	32,5	41,7	27,1	34,6	30,1
Variation du taux de marge 2014 / 2013 (en %)	-0,2	0,3	-1,4	0,5	0,2	1,1
Contributions à la variation du taux de marge (en points) :						
Gains de productivité	0,0	0,3	-1,9	0,2	-0,7	1,7
Salaires réels par tête	-0,4	-0,8	-0,7	-1,1	-0,7	-1,0
Taux de cotisation employeur	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2
Rapport du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation	-0,1	0,2	0,8	0,7	1,3	-0,3
Subventions d'exploitation (dont CICE)	0,5	0,8	0,7	0,9	0,8	0,9
Impôts sur la production	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,2	0,0

⁽¹⁾ hors cokéfaction-raffinage.

Source : Insee, comptes nationaux, calculs DGE.

marge est atténué par une hausse des salaires réels plus forte que les gains de productivité. En revanche, dans le secteur des « autres produits manufacturés », l'effet positif du CICE sur le taux de marge est accentué par des gains de productivité plus importants que la hausse des salaires réels. Dans le secteur des matériels de transport, le taux de marge, pénalisé par l'accélération des rémunérations réelles versées aux salariés conjuguée au repli des gains de productivité, s'est maintenu (+ 0,2 point) grâce au CICE et, plus encore, à l'amélioration des termes de l'échange.

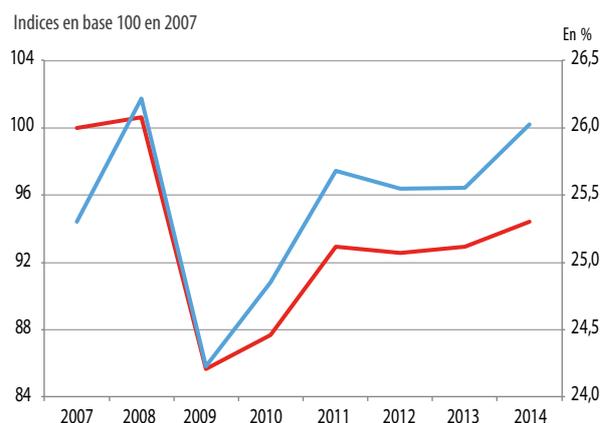
L'investissement s'est accru en 2014 après une stabilisation en 2013

En France, l'investissement manufacturier a légèrement augmenté en 2014

En France, après deux années de stabilité (2012 et 2013) à un niveau inférieur de 7% à celui d'avant crise, l'investissement de l'industrie manufacturière a progressé de 1,6 % en 2014 (*graphique 8*) notamment dans les industries agroalimentaires, le raffinage et la chimie (*tableau 5*). L'amélioration du taux de marge des entreprises industrielles au second semestre, qui a accru leur capacité d'autofinancement, a joué favorablement sur la reprise de l'investissement. En outre, le climat des affaires semble s'améliorer avec les facteurs extérieurs favorisant la consommation et, à terme, les exportations : baisse du prix du pétrole et dépréciation de l'euro. Enfin, il n'existe pas de contraintes majeures sur l'accès au crédit des entreprises en France.

L'enquête de conjoncture de l'Insee d'avril 2015 conforte cette bonne réorientation : pour 2015, les industriels anticipent une augmentation de 7% de leurs dépenses d'investissement. En particulier, dans l'automobile, l'investissement augmenterait de 15 %.

Graphique 8 : Investissement de l'industrie manufacturière



— Volume aux prix de l'année précédente chaînés (échelle de gauche)
— Taux d'investissement en valeur (échelle de droite)

Note : l'investissement des entreprises de l'industrie manufacturière, issu des comptes de patrimoine non financiers, correspond aux acquisitions d'actifs fixes en bâtiments, machines et équipements et droit de propriété intellectuelle (services de R&D, logiciels et base de données).

Source : Insee, comptes nationaux annuels et comptes de patrimoine non financiers, calculs DGE.

La situation financière des entreprises industrielles poursuivrait son amélioration avec l'instauration du Pacte de responsabilité et de solidarité. Par ailleurs, la mesure de « suramortissement » de 40 % de la valeur des investissements à partir du 15 avril 2015 aurait un effet favorable sur l'activité.

Toutefois, d'autres éléments appellent à la prudence. Le taux d'utilisation des capacités de production reste inférieur à son niveau de long terme, ce qui tend à limiter le rebond de l'investissement. En outre, la persistance d'un taux de chômage élevé limite le redressement de la demande.

Tableau 5 : Investissement de l'industrie manufacturière selon les branches

	Évolution en volume au prix de l'année précédente chaînés, en %							
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Industrie manufacturière	0,6	-14,8	2,3	6,0	-0,4	0,4	1,6	
Industrie agroalimentaire	1,9	-13,7	-5,3	-1,6	-0,5	0,6	2,8	
Cokéfaction et raffinage	16,3	-37,2	4,5	8,9	99,5	0,1	3,0	
Informatique, électronique et optique	-1,8	-11,0	4,5	0,6	1,7	0,6	1,8	
Équipements électriques	3,8	-6,5	-2,6	4,6	3,9	0,5	1,4	
Fabrication de machines et équipements	3,7	-20,2	-2,7	22,1	-3,8	0,3	1,9	
Matériels de transport	-1,7	-13,0	-2,6	3,5	6,0	0,4	1,6	
Textiles, habillement, cuir	-4,6	-27,9	26,9	7,5	-7,6	1,2	2,5	
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	-2,4	-24,1	10,6	-7,2	-4,5	0,0	2,6	
Chimie	6,2	-19,9	19,9	26,1	-13,2	0,1	2,6	
Industrie pharmaceutique	8,1	-4,2	-3,1	-1,0	-5,7	0,8	1,3	
Caoutchouc et plastique	-2,8	-17,9	2,7	24,8	-11,9	0,8	2,0	
Métallurgie et prod. Métalliques	-2,8	-28,0	13,2	3,4	2,2	-0,1	1,6	
Autres industries manufacturières	3,0	-2,8	-1,2	7,0	-1,4	0,7	-3,1	

Source : Insee, comptes de patrimoine non financiers.

Crédits photographiques

Couverture (de gauche à droite) : © Sven Taubert - Thinkstock ; © maxuser - Thinkstock ; © RENAULT - Antoine LA ROCCA ; © Digital Vision - Thinkstock.

En 2014, dans le contexte très favorable de la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro, la production manufacturière s'est stabilisée en France et a modestement progressé en Europe. Le déficit manufacturier français s'est également stabilisé (- 34,7 milliards d'euros), les exportations se redressant au second semestre. La baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro se sont diffusées aux prix des consommations intermédiaires des entreprises et aux prix de production. Ces derniers ont mieux résisté sur les marchés extérieurs et ont même augmenté hors de la zone euro. Avec la montée en charge du CICE, le coût unitaire de main-d'œuvre a favorablement évolué dans l'industrie manufacturière, contribuant au redressement du taux de marge au second semestre. L'investissement est reparti dans l'industrie manufacturière (+ 1,6 % en 2014) mais l'emploi a continué de diminuer (- 1,1 %) alors qu'il s'est redressé en Europe. Toutefois, l'emploi intérimaire a rebondi, de 4,5 %, signe supplémentaire, avec l'évolution favorable des taux de marge et de l'investissement, d'une reprise en 2015.